



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

S.E.R. #65

France INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

**L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE
ET LE CONTROLE SOCIAL DE L'ACTIVITE
ECONOMIQUE EN U.R.S.S.**

GIANNINI FOUNDATION OF
AGRICULTURAL ECONOMICS

MAY 4 1982

A. POULIQUEN



Série Etudes et Recherches

N°65

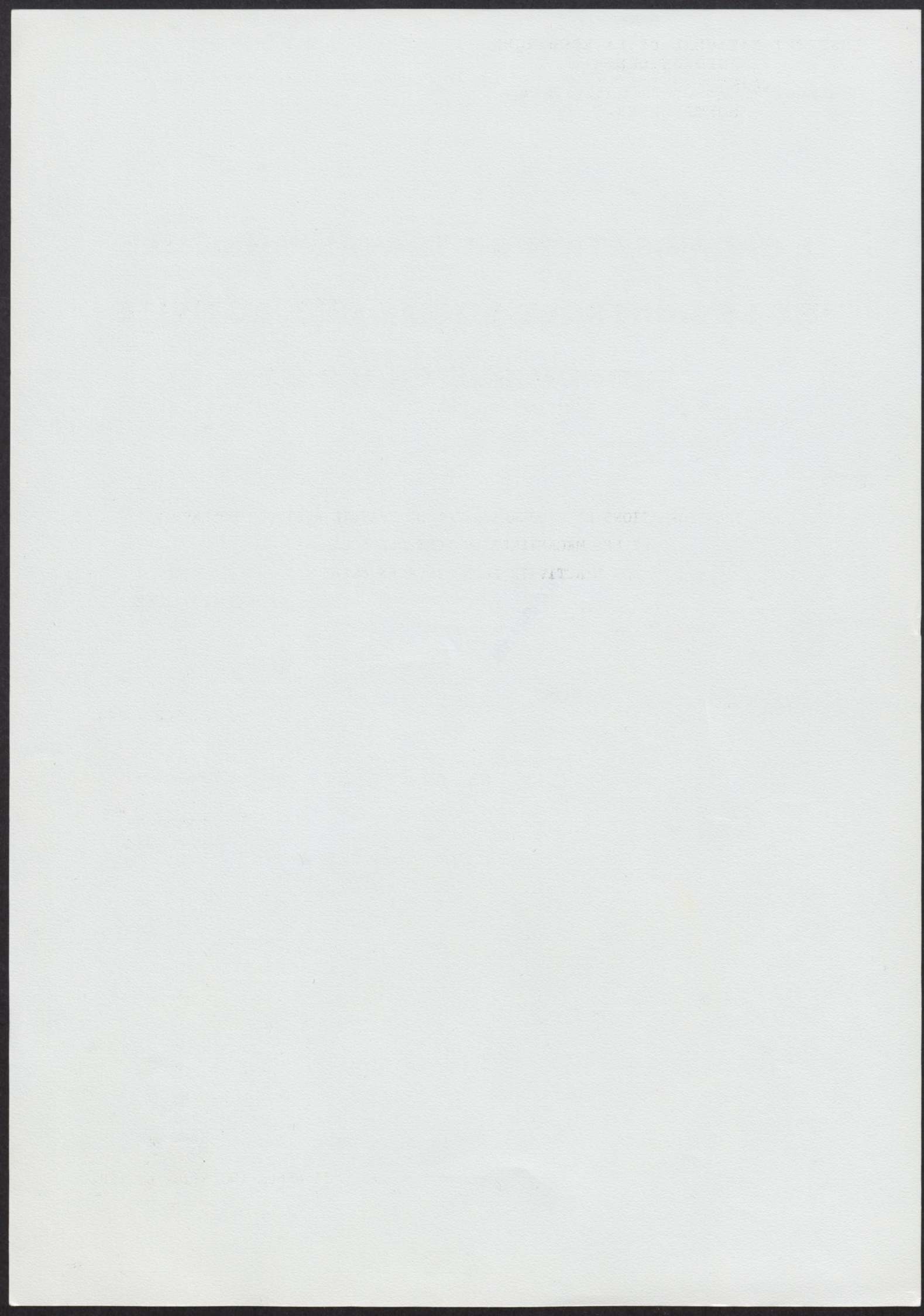
Montpellier

Février 1982

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES

Ecole Nationale Supérieure Agronomique

34060 MONTPELLIER CEDEX



INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE

Station d'Economie - Sociologie Rurale
MONTPELLIER

LES TRANSFORMATIONS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE COLLECTIF
ET LES MECANISMES DU CONTROLE SOCIAL
DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN URSS

par A. POULIQUEN

décembre 1981-janvier 1982 ·

SOMMAIRE

LES TRANSFORMATIONS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE COLLECTIF ET LES MECANISMES DU CONTROLE SOCIAL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN URSS.

	Page
RESUME	1
AVANT PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I - LES GRANDES ETAPES DE LA STRUCTURATION DES COLLECTIFS ELEMENTAIRES DE TRAVAIL AGRICOLE EN URSS	4
A/ LA NEGATION INITIALE DU PROBLEME	4
B/ LA RESISTANCE DES FAITS : LES BRIGADES TERRITORIALES DE TRAVAILLEURS AGRICOLES MANUELS	5
C/ LES "BRIGADES DE MOTOCULTURE" UNIVERSELLES ET LE PASSAGE AU SALARIAT DE FAIT	5
1. Le rattachement des S.M.T. aux kolkhozes	5
2. Le passage progressif des kolkhoziens au salariat : le système du salaire aux pièces avec primes	5
3. L'augmentation rapide du revenu agricole et sa monétarisation	6
D/ L'INDUSTRIALISATION AGRAIRE DES ANNEES 70 ET SON IMPACT SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL	7
1. Nature fondamentale de l'"industrialisation agraire" à l'Est	7
2. Les tentatives radicales d'industrialisation de l'organisation du travail agricole, avec liquidation des collectifs élémentaires permanents	8
3. Les difficultés et les mécomptes de l'approche industrialiste radicale	9
4. Le compromis raisonné : la pratique et la théorie du collectif élémentaire de travail de type "noyau"	10
a) Le dégagement progressif des "brigades" et "zvenos" de mécanisateurs des champs	10
- par la voie directe de la spécialisation de la brigade de motoculture universelle	10
- par la voie indirecte du dégagement progressif de "zvenos de mécanisateurs", à l'intérieur de la brigade de motoculture	11

b) La rationalisation théorique du compromis : le modèle du "collectif noyau" et ses conditions nécessaires	12
- Sa dimension	12
- Sa spécialisation productive	12
- sa spécialisation fonctionnelle	12
- Sa stabilité de composition	12
- Sa garantie d'approvisionnement	12
5. Les difficultés de l'intéressement économique des travailleurs à la qualité du travail	14
a) La faiblesse relative des compléments et primes de stimulation	15
b) La tendance logique à s'intéresser à la seule quantité des tâches	15
c) Le faible intéressement de l'effort qualitatif individuel	15
d) Le problème des "tâches rentables" et non "rentables"	15
e) Le problème de la fixation objectivement fondée du plan du collectif élémentaire	16
6. Le zveno ou la brigade "sans ordres" comme remède à ces difficultés	16
a) Les principes de formation et de fonctionnement autogéré	16
b) Des résultats expérimentaux très prometteurs	17
c) La rémunération au temps et à tendance égalitaire	17
d) Un mouvement qui n'est plus marginal et des résultats économiques globaux modestes	18
II - LE PROBLEME ET LES VOIES DU CONTROLE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LA SOCIETE SOVIETIQUE ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE	19
A/ LIMITES ET FAIBLESSES DE L'APPROCHE MICRO-ECONOMIQUE DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL	19
B/ LE PROBLEME CENTRAL DU CONTROLE SOCIAL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE : LA NECESSITE CONTRADICTOIRE DES "RESERVES" LOCALES D'AJUSTEMENT ET DE LEUR MOBILISATION.	19
C/ L'INTERVENTION ADMINISTRATIVE DIRECTE EN DEHORS DU MECANISME NORMAL DE L'ACTIVITE PLANIFIEE : UN REMEDE TRES IMPARFAIT	21
D/ LA RATIONALISATION DE L'ECONOMIE DE COMMANDE PAR LA SIMPLIFICATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET D'ECHANGE	22
E/ LA DECONCENTRATION ECONOMIQUE PARTIELLE ASSOCIEE AUX STIMULANTS ECONOMIQUES	24
F/ LE CONTROLE COLLECTIF DES PERSONNES	27

1. Le collectif de travail de base, rouage essentiel et actif du mécanisme général d'intégration et de soumission des comportements des personnes en tant que telles	27
a) Les institutions du contrôle et de l'"autocontrôle" du collectif	27
b) Les instances du contrôle et de l'autocontrôle du collectif	28
c) Les incitations matérielles et morales employées par le contrôle collectif des personnes	28
2. Le collectif de base, sujet élémentaire du système complexe de contrôle social	28
3. La nécessité et l'utilité économiques du contrôle collectif des personnes comme correctif des dysfonctionnements de l'économie de commande	29
a) La correction des tendances à l'atomisation, à la passivité et à l'irresponsabilité des travailleurs	29
b) La limitation et la mobilisation orientée de la marge de manoeuvre autonome des sous-unités	30
c) La correction des incohérences dans les relations entre sous-unités	31
4. Les dysfonctionnements de l'économie de commande et de ses "leviers économiques" annexes, sources d'efficacité du contrôle collectif des personnes	31
a) Le rationnement partiel des biens et services de consommation comme moyen de contrôle des personnes	31
b) Les prébendes nécessaires au fonctionnement des sous-unités, comme moyen d'inféodation de leurs dirigeants	32
5. Les limites de l'emploi économique du contrôle collectif des personnes et son inconsistance économique intrinsèque	32
a) Les risques de dégénérescence socialement incontrôlable, du système	32
b) Le caractère économiquement aveugle du contrôle collectif des personnes	33
c) Le cas de l'organisation du travail agricole	34
- le contrôle des brigades de motoculture traditionnelles	34
- le contrôle des collectifs-noyaux "de mécanisateurs"	34
- le contrôle d'un travail organisé de façon radicalement "industrialiste"	34
CONCLUSION	36
BIBLIOGRAPHIE	38
ANNEXE I	41
ANNEXE II	43
ANNEXE III	45

RESUME

A l'époque de la collectivisation agricole en U.R.S.S. c'est la persistance des faits (socio-économiques) qui a très vite imposé une organisation du travail collectif à base de brigades territoriales de polyculture et (ou) d'élevage, après une première tentative d'organisation centralisée.

Mais l'histoire ultérieure a modifié profondément les données du problème, avec l'affectation des machines aux brigades, puis la généralisation du salariat de type industriel dans l'agriculture socialisée, et enfin un essor spectaculaire de la mécanisation agricole complexe (années 70). Tout ceci a encouragé une nouvelle tentative d'organisation centralisée et très parcellisée du travail, cette fois sur un mode "industriel" sensu-stricto. Pourtant, cette fois encore, les spécificités de l'agriculture ont imposé en général un compromis avec cette logique "industrialiste" radicale, sous la forme rationalisée du "collectif noyau" ; c'est-à-dire la brigade ou zveno "de mécanisateurs" qui remplace progressivement l'ancienne brigade "de motoculture" très diversifiée et encore majoritaire. La logique d'intéressement et de responsabilisation économiques de ces nouveaux collectifs, encore minoritaires, tend même à être poussée jusqu'à la forme extrême du collectif "sans normes", autogérant vraiment l'organisation et la rémunération de son travail. Mais le succès économique de ce mouvement tend à être gêné par un certain nombre d'obstacles "systémiques" globaux.

C'est là une des raisons pour lesquelles on tentera, dans la deuxième partie, d'expliquer les restructurations à l'oeuvre, et leurs résultats, au regard des impératifs et des divers mécanismes, propres au système soviétique, du contrôle social de l'activité économique, et de leurs lois de combinaison : les dysfonctionnements et limites inévitables de l'"économie de commande" (planification centrale et directe de toute l'activité), au niveau des sous-unités de base du système, appellent une combinaison de mécanismes correcteurs qui sont principalement les suivants :

1. Une radicalisation du schéma de l'"économie de commande", s'appuyant sur une simplification maximale de l'appareil de production, par concentration et spécialisation des sous unités. C'est là, bien plus que dans des considérations "neutres" d'optimisation technique et micro-économique, que réside l'explication principale des formes spectaculaires qu'a prise parfois "l'industrialisation agraire", surtout en production végétale. Mais ces formes se heurtent à certaines spécificités socio-techniques encore fortes de l'agriculture.
2. Un recours partiel, et en fait tout à fait annexe, à la stimulation et à la déconcentration économiques des sous unités. Mais on se heurte vite ici à certaines contradictions avec la logique dominante de l'économie de commande et celle, complémentaire, qui suit.
3. Le recours au complément vital qu'est le système, spécifiquement soviétique d'intégration et de "contrôle collectif des personnes" en tant que telles, dont l'axe central est le Parti communiste de l'Union Soviétique.

Dans la deuxième partie, on analyse donc les lois de la combinaison, contradictoire et complémentaire à la fois, de ces divers mécanismes correcteurs de contrôle social, et on applique cette analyse au cas de l'organisation du travail agricole, qui est particulièrement révélateur de ces lois.

AVANT PROPOS

Ce document tire ses informations de base et une partie de ses éléments d'analyse de plusieurs origines : d'une part il procède d'un patient travail bibliographique sur l'agriculture soviétique, entrepris dès le début de nos recherches sur l'Est en 1974, et utilisant des sources spécialisées soviétiques et occidentales. D'autre part, il exploite, directement ou indirectement, les résultats d'observations, d'entretiens et d'analyses, notamment sur la question de l'organisation et de la rémunération du travail dans l'agriculture collectivisée, effectués à l'occasion d'une quinzaine de voyages et missions d'étude dans l'ensemble des pays de l'Est. En effet, partout dans cette vaste zone, le système d'organisation et de rémunération du travail agricole collectif est fondé sur les mêmes règles essentielles, se distribue grosso-modo entre les mêmes variantes, suit les mêmes processus évolutifs (avec plus ou moins de retard)... tout simplement parce qu'il répond aux mêmes problèmes fondamentaux, et relève donc d'une grille d'analyse fondamentale commune. C'est encore à ce thème précis que nous avons consacré, en majeure partie, une mission récente en U.R.S.S., (automne 80) composée de visites de plusieurs kolkhozes dans la région du Caucase Nord (Kraï de Stavropol) et d'enquêtes systématiques auprès des responsables et chercheurs d'Instituts spécialisés, à Moscou et à Alma-Ata (Kazakhstan).

L'objet prioritaire de cette publication est une analyse socio-économique des problèmes de l'organisation du travail agricole collectif en U.R.S.S. et des processus de restructuration qui affectent cette organisation actuellement.

Cette analyse doit elle-même être lue en tant qu'élément de la recherche globale et comparative que l'auteur a entreprise, depuis 1974, sur les mécanismes socio-économiques de fonctionnement et de transformation du secteur agro-alimentaire dans les sociétés industrialisées de type soviétique, en liaison avec les mécanismes globaux analogues de ces sociétés elles-mêmes (1). Elle procède donc de la problématique de cette recherche, se nourrit de ses hypothèses et résultats, et les nourrit en retour.

C'est pourquoi, dans la deuxième partie du document, on s'efforcera de dépasser une approche à la fois micro-technico-économique et sectorielle de la question, en interprétant les structures et les processus observés au regard des impératifs et des voies du contrôle social de l'activité économique propres au système soviétique. On rentre alors dans une réflexion dont la portée globale dépasse largement celle du problème précis de l'organisation du travail agricole. Mais ce dernier s'avère un excellent terrain d'appui concret, très révélateur, pour cette réflexion globale.

(1) Cf annexe I - Liste des publications du même auteur, sur les questions agricoles en U.R.S.S. et les autres pays d'Europe de l'Est.

LES TRANSFORMATIONS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE COLLECTIF
ET LES MECANISMES DU CONTROLE SOCIAL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN URSS

Les difficultés économiques de l'agriculture soviétique -considérable part des ressources productives nationales et des revenus accaparée par ce secteur, pour des résultats encore décevants et qui tendent à la stagnation, après la brillante phase d'expansion des 8e et 9e quinquennats (1965-1975)- sont certes en partie imputables à des conditions naturelles globalement difficiles, à des retards infrastructuraux graves et à de sérieuses pénuries quantitatives et qualitatives de moyens industriels (3)

Mais il faut aussi, suivant en cela l'exemple des dirigeants et chercheurs soviétiques eux-mêmes, nous interroger sur les formes d'organisation socio-économique en vigueur, et tout particulièrement sur l'organisation du travail agricole. Celle-ci est un sujet permanent de recherches, de débats et d'expérimentations pour les Instituts de Recherche et l'appareil de Direction soviétique. En U.R.S.S.S. la littérature économique spécialisée et la grande presse sont, bien plus qu'on ne l'imagine souvent à l'Ouest, très riches dans ce domaine, surtout dans la période de crise économique, et particulièrement agricole, en cours (1).

Dans une première partie, je retracerai les principaux mécanismes et étapes de la structuration progressive de l'organisation et de la rémunération du travail agricole collectif en U.R.S.S. Il ne s'agira pas (cf avant-propos) d'une démarche d'historiographie soviétologique ayant dans tous les cas la prétention de l'originalité et de l'exhaustivité documentaires : on se limitera, du moins pour les périodes "anciennes" (antérieures à 1970), à une présentation simplifiée des seuls éléments factuels nécessaires à la compréhension des déterminations socio-économiques des structures et processus contemporains, et des problèmes qu'ils posent. Ceci impliquera, par la même occasion, un certain travail de clarification terminologique, qui reprend simplement celui des chercheurs soviétiques, car comme ceux-ci l'écrivent, nous avons affaire dans ce domaine à un "fouillis de termes" (2) assez redoutable pour les chercheurs, et à fortiori pour les praticiens. Mais, dans cette première partie, on se cantonnera volontairement dans l'emploi de la grille d'analyse technico-économique et micro-sociale qui est précisément celle à laquelle se limitent pour l'essentiel les chercheurs soviétiques s'exprimant officiellement sur cette question, et une partie des économistes occidentaux, car les problèmes de reproduction sociale globale dans les sociétés de type soviétique sortent de leur univers mental familier.

Par contre, dans la deuxième partie, on s'affranchira de ces limites en resituant les tendances et processus observés dans l'organisation du travail agricole collectif par rapport aux mécanismes spécifiques de contrôle social que le système soviétique peut et doit mettre en oeuvre pour assurer sa reproduction globale. Il apparaîtra alors que l'analyse de ces tendances et processus est un excellent révélateur de la nature de ces mécanismes et de leurs combinaisons nécessaires

(1) Cf en bibliographie, par exemple, (2), (3), (16), (28), (29), etc.

(2) Cf BASHMACHINKOV (3) p. 61

(3) Voir notamment à ce sujet G.A.E. SMITH (32)

I - LES GRANDES ETAPES DE LA STRUCTURATION DES COLLECTIFS ELEMENTAIRES DE TRAVAIL AGRICOLE EN U.R.S.S.

Aujourd'hui une entreprise agricole soviétique, c'est-à-dire un kolkhoze, un sovkhoe ou une association interentreprise de production agricole, est une très grosse unité au regard des moyennes (et de la situation quasi-générale) dans les pays occidentaux industrialisés, puisqu'elle couvre en moyenne plusieurs milliers d'hectares et que, quand elle comporte des unités animales, celles-ci sont (et de plus en plus) d'une taille également considérable par rapport à leurs homologues occidentales. Mais ce qui nous importe surtout ici est qu'elle est affrontée à un problème presque toujours (et de plus en plus) inconnu des exploitations agricoles occidentales à dominante de travail familial (et de très petits collectifs de salariés permanents) : il s'agit du problème posé par le contrôle direct du travail de plusieurs centaines de salariés agricoles permanents, problème en outre compliqué par un contexte de planification centrale directe de l'activité, par l'Etat.

A/ LA NEGATION INITIALE DU PROBLEME

Lors des débuts de la collectivisation agricole en U.R.S.S., toute spécificité agricole du problème d'organisation du travail collectif avait été niée(1) : on imaginait pouvoir, comme dans la grande industrie ou plutôt dans l'armée, "manoeuvrer" directement, dans le détail et quotidiennement, à partir du centre de l'entreprise, de grands groupes de travail précaires, créés au coup par coup pour la simple exécution mécanique de telle ou telle tâche ponctuelle, à l'échelle de l'entreprise.

Outre une foi à priori dans les bienfaits automatiques d'une division du travail qui se voulait de type "industriel", deux faits, propres à cette époque, pouvaient laisser croire à la nécessité et à la possibilité d'une telle organisation centralisée du travail. :

1. La taille encore modeste des kolkhozes (quelques centaines d'hectares, correspondant généralement à un village),

2. Le fait que, dans le travail collectif les kolkhoziens n'étaient, ni statutairement, ni pratiquement, des salariés (pas de salaire avancé et garanti, contre le travail fourni), mais étaient plutôt en fait, dans une position de semi-servage renouvelé : le travail collectif, en premier lieu, était imposé pour l'accès à un droit d'usage révocable au lopin individuel assurant l'essentiel de la subsistance du travailleur et de sa famille. D'autre part, sa rémunération, en grande partie versée en nature, n'était qu'un résidu aléatoire et généralement très faible, attribué après la récolte, une fois satisfaites toutes les obligations prioritaires du kolkhoze : livraisons obligatoires à l'Etat, aux Stations de Machines et Tracteurs (S.M.T.), impôts, paiement des moyens et services achetés (2). Dans ces conditions la stimulation matérielle de la qualité et de la quantité du travail collectif était en général impossible pratiquement. Celui-ci prenait donc le sens d'une sorte de "corvée", appelant une organisation du travail du type de la simple contrainte, de la surveillance de l'exécution passive d'ordres, et donc pourquoi pas ? -une organisation militarisée et centralisée à l'échelle de l'entreprise, sans autres relais que des contremaîtres surveillant des groupes temporaires.

(1) Cf BASHMACHINKOV V.F. (3) p. 29

(2) WRONSKI H. Rémunération et niveau de vie dans les kolkhozes. Le Troudoden SEDES-Paris ; 1957 ; 230 p.

B/ LA RESISTANCE DES FAITS : LES BRIGADES TERRITORIALES DE TRAVAILLEURS MANUELS.

Malgré tout cela, la résistance des faits a rapidement imposé (dès 1932) le passage à une organisation en brigades territoriales de travailleurs manuels (les tractoristes et machinistes étant alors rattachés aux S.M.T.), chacune d'entre elles étant généralement chargée d'un assortiment très large de cultures et (ou) d'élevages sur un territoire donné (1).

Ceci ne traduisait pas seulement la nécessité classique de relais intermédiaires de surveillance et de comptabilisation du travail (brigadiers"); mais aussi la prise en compte d'un trait particulièrement marqué de l'activité agricole, surtout dans les conditions soviétiques de l'époque (de sous développement des technologies et connaissances agricoles disponibles) : pour une adaptation, rapide et de bonne qualité, du travail à la très grande hétérogénéité et variabilité dans le temps et l'espace de l'objet biologique et des conditions de travail (terres, plantes, animaux, climat), pour une bonne exploitation d'un "savoir-faire paysan" lié à des conditions locales, on reconnaissait implicitement qu'il fallait respecter une liaison locale et complexe stable d'un collectif restreint et bien défini d'agriculteurs, avec une terre, un cheptel et des plantes donnés, composant un ou plusieurs cycles complets de production, et débouchant sur un ou plusieurs produits finaux (2).

En même temps, on cherchait à faciliter ainsi un éventuel intéressement collectif (par brigade) des travailleurs aux résultats finaux de leur travail et pas seulement à la quantité de journées de travail ("troudodens") effectuées. Mais en fait on est resté très loin, pendant toute la période stalinienne, de réunir les conditions d'un tel intéressement, en premier lieu du fait du faible niveau et du caractère aléatoire de la rémunération.

Les années 60 se caractérisent par des progrès vers ces conditions :

C/ LES BRIGADES "DE MOTOCULTURE" UNIVERSELLES ET LE PASSAGE AU SALARIAT DE FAIT.

1. D'une part, à partir de 1958 le rattachement aux brigades de kolkhoziens de la plupart des machines et tracteurs, et de leurs servants (les "mécanisateurs"), complètent le caractère "universel" de leurs activités, en en faisant des sortes d'unités mécanisées complexes de polyculture et (ou) d'élevage qu'on qualifie désormais de "brigades de motoculture" (Tractorno-Polevodtcheskye Brigadi) comparables à celles des sovkhoses (3).

2. D'autre part, c'est aussi, surtout à partir de 1965, la période où le travail kolkhozien acquiert progressivement un véritable statut salarial de fait, peu à peu aligné sur celui déjà en vigueur dans les sovkhoses (dont la place dans l'agriculture s'accroît beaucoup par ailleurs) : ceci est le résultat de la généralisation et de l'unification progressives du "système de rémunération du travail à la pièce avec primes" (Akordno-Premialnaïa Oplata Truda), aujourd'hui encore en vigueur et dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes (4) :

(1) Cf BASHMACHINKOV V.F. (3) p. 29

(2) idem p. 30

(3) Cf BASHMACHINKOV V.F. (4) p. 39

(4) Ce système, son évolution et ses variantes et en général toute la question de la rémunération du travail agricole ont été présentées avec une grande clarté par K.E. WADEKIN dans (35) et (36).

L'appareil administratif de direction de l'agriculture et diverses institutions de recherches ont mis au point (et adaptent périodiquement) des "cartes technologiques". Celles-ci définissent, entre autres, pour une production donnée, et pour chaque type de conditions naturelles et d'équipement technique, la quantité de chaque type de travail nécessaire durant tout le cycle productif ; par exemple 1 hectare de blé d'hiver, dans des conditions données, exige x heures de labour, y heures de hersage, etc. Il s'agit de temps théoriques, de "normes" intégrant implicitement les possibilités moyennes effectives techniques, mais aussi sociales, dans des conditions données, d'obtenir un résultat physique, donné en quantité et qualité, en un temps donné. Il existe par ailleurs une grille de tarifs horaires, le "tarif", qui semble unique et qui définit le salaire garanti, c'est-à-dire "l'avance" en roubles qui est versée à chaque travailleur pour chaque unité exécutée d'un type de tâche donnée (l'unité étant définie en heures théoriques normées), et ceci chaque mois pour les tâches effectuées. Il s'agit bien d'un salaire garanti à la tâche, dans la mesure où "l'avance" n'est jamais restituée en pratique, quelque soit le résultat final du travail.

La rémunération du travail est limitée à cette avance si la production effective de la brigade (ou du "zveno") ne dépasse pas 80 % de l'objectif planifié.

En fin d'exercice on ajoute à chaque salaire avancé un complément de 1,25 % par 1 % de production obtenue éventuellement au-delà de ces 80 %. S'y ajoutent enfin des "primes de stimulation matérielle" encourageant le dépassement du plan et qui sont, en principe, proportionnelles à la valeur de la production dépassant le plan de la brigade et à l'économie réalisée par rapport au plan, dans les dépenses de moyens matériels, ou encore dans le prix de revient total des produits obtenus. Point important : les compléments et primes sont répartis entre les membres du collectif (brigade ou zveno) proportionnellement aux avances à la tâche déjà obtenues.

Ce sont là les principes généraux et les formes les plus répandues de son application. Mais ce système connaît en fait des variantes multiples, motivées par des spécificités locales (marché du travail plus ou moins tendu, conditions climatiques difficiles, particularités des productions concernées, ou de l'organisation du travail en place (cf infra)), ou encore par des expériences d'amélioration du système. Il n'est pas possible, ni vraiment indispensable, dans le cadre de cet article, de les analyser systématiquement (1). Mais on reviendra plus bas sur les problèmes que pose l'application efficace (du point de vue de la stimulation à la qualité) de ce système.

3. Par ailleurs, c'est bien connu, la période de généralisation progressive de ce système (les années 60) est en même temps celle d'une augmentation rapide du revenu du travail agricole surtout dans les kolkhozes, qui se poursuit dans les années 70, dans le sens d'une tendance à la parité avec les salaires industriels. L'infériorité moyenne des revenus agricoles collectifs par rapport à ceux-ci est aujourd'hui modeste et, en partie au moins, compensée par les ressources auto-consommées, ou en argent, tirées des lopins individuels (2). De plus les revenus sont versés de plus en plus majoritairement en argent et de moins en moins en nature.

 (1) Signalons seulement la tendance, dans certaines productions ou conditions économique-naturelles difficiles, à combiner l'avance garantie classique de 80 % du fonds des salaires planifié avec un complément proportionnel à chaque pourcent de production obtenu au-delà d'un pourcentage de réalisation du plan inférieur à 80 % (qui est au moins supérieur à 50 % en général).

(2) Cf (35) et (36) . Mais en pratique les pénuries affectant le commerce de détail dans les campagnes aggravent, au contraire, cette infériorité

D/ L'"INDUSTRIALISATION AGRAIRE" EN COURS ET SON IMPACT SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL

1. La nature fondamentale de l'industrialisation agraire

Bien que ceci ait été esquissé et largement préparé matériellement entre 1965 et 1970, c'est surtout à partir de 1970, que le mot d'ordre stratégique déjà ancien de "l'industrialisation de l'agriculture" se traduit concrètement par un mouvement de restructuration social et technique de grande ampleur en U.R.S.S. (et dans les autres pays de l'Est), bien que, sous ses formes les plus achevées et les plus radicales, il ne concerne toujours qu'une partie nettement minoritaire de l'agriculture soviétique.

Il n'est pas possible de tenter ici une présentation et une analyse systématiques de ce mouvement, de ses déterminations, de ses difficultés et limites, et de ses résultats. Cette tentative a été largement engagée dans d'autres publications auxquelles nous renvoyons le lecteur, (1) en attendant un nouveau retour systématique sur la question. Dans la deuxième partie, nous serons pourtant amenés à traiter quelque peu des déterminations de cette industrialisation, envisagée du point de vue du problème du contrôle central du travail et de l'activité économique en général.

Mais par ailleurs, il faut dès ici rappeler, en quelques mots, le contenu essentiel de ce mouvement, ou cette tendance, d'industrialisation du point de vue du travail agricole.

Beaucoup d'observateurs occidentaux ont souvent limité leur vision de ce mouvement à l'Est aux deux aspects suivants :

1) Accroissement très important de la consommation de moyens de production d'origine industrielle (moyens agro-chimiques et mécaniques, bâtiments et autres infrastructures) et scientifique (nouvelles technologies) par l'agriculture ;

2) Restructuration des entreprises agricoles dans le sens suivant : spécialisation et concentration des unités (par la fusion et (ou) la formation d'associations interentreprises), assorties de liens étroits de coordination entre entreprises (2) et surtout d'une restructuration interne de celles-ci. Cette restructuration conduit à la formation d'énormes blocs de culture avec assolements très simplifiés et d'énormes ateliers de production animales souvent spécialisés dans une phase donnée du cycle productif (naissage ou engraissement par exemple)⁽³⁾. Dans ces énormes unités techniques, la mécanisation, la chimisation et l'application des technologies les plus avancées sont très poussées.

En se limitant à cette vision de l'industrialisation agraire à l'Est, on tend souvent, implicitement, à n'y voir qu'une autre version, simplement spécifique par le gigantisme des unités, de ce qu'on a appelé (improprement selon nous) "l'industrialisation" de l'agriculture à l'Ouest.

On passe alors à côté d'une spécificité bien plus essentielle de ce mouvement (par rapport à l'Ouest) qui est sa tendance à faire pénétrer en agriculture un système de rapports sociaux de travail qui sont précisément ceux de "l'industrie", au sens fondamental de ce concept, que lui ont donné les auteurs classiques (Ricardo et Marx par exemple), par opposition à la "manufacture"

(1) Cf POULIQUEN (A.) notamment dans (45), (48), (52), (56), (58), (60).

(2) Cf CARRIERE (P.) et GIROUX (A.) (12).

(3) Par exemple : champs élémentaires de plusieurs centaines d'hectares d'un seul tenant ; unités d'engraissement de 2 000 à 3 000 vaches laitières ; porcheries de 25 000 porcs à l'engrais ; unités d'engraissement de 10 000 jeunes bovins, etc.

(qui était grosso-modo le modèle agricole antérieur dans les unités collectivisées à l'Est) et à l'artisanat (qui est celui des exploitations agricoles occidentales d'aujourd'hui, si mécanisées, chimisées et "spécialisées" soient elles) :

Dans "l'industrie" il y a parcellisation poussée des tâches et spécialisation étroite des travailleurs de base regroupés en grands collectifs. En contrepartie l'intelligence, la direction et la coordination détaillées des processus de travail tendent à se concentrer exclusivement au niveau de la direction de l'entreprise. Autrement dit la division du travail s'approfondit entre les tâches de "contrôle" (au sens large de ce concept) incluant la direction, la régulation et la coordination des processus de l'activité productive de base, de plus en plus réduite à l'exécution parcellaire, étroitement spécialisée (et en ce sens déqualifiée) d'ordres centraux. La liaison entre les travailleurs de base et l'objet de leur travail, qui, dans un processus artisanal, et même manufacturier, est encore étroite, complexe et personnalisée (au moins à l'échelle d'un petit groupe) tend à se dissoudre. Ce travailleur de base tend à se transformer lui-même en objet, pour le processus de contrôle, au même titre que les objets et instruments matériels de travail. En même temps, les machines tendent à perdre leur statut "d'outils" annexes au service de processus de travail complexes de base, encore en bonne partie manuels, et à se transformer en chaînes mécaniques complexes et intégrées, dont l'impératif de plein emploi régulier et coordonné tend à jouer un rôle déterminant dans l'organisation du travail, dans la définition, les rythmes, les durées et le contenu des travaux élémentaires. C'est la machine qui intègre et soumet le travail de base et non plus l'inverse.

2. Les tentatives radicales d'industrialisation de l'organisation du travail agricole : la liquidation des collectifs élémentaires permanents (1)

Dans l'agriculture soviétique, durant les années 70, la logique industrialiste d'organisation du travail a parfois pris une forme radicale :

Dans le cadre d'une simplification maximale des assolements (2) et du parcellaire, conduisant à des champs élémentaires de l'ordre de plusieurs centaines d'hectares, certaines entreprises ont liquidé les anciennes brigades de motoculture universelles sans les remplacer par des "brigades et (ou) zvenos de mécanisateurs" (cf infra). D'où une organisation du travail entièrement centralisée au niveau de l'entreprise, en grands "ateliers", par production, et utilisant uniquement de grands "détachements" ou "complexes" mécanisés, au personnel composé de façon très temporaire et variable pour chaque opération culturale, sans affectation stable de terre et de matériel, et travaillant d'emblée à l'échelle du kolkhoze ou de sovkhoe (1)

Le discours soviétique justifiant ces tentatives extrêmes correspond pour l'essentiel à la même logique que celle qui avait inspiré l'organisation centralisée des débuts de la collectivisation : c'est l'idée de la supériorité économique de l'organisation intégralement industrielle du travail. Mais cette fois, il s'appuie sur des raisonnements et calculs beaucoup plus élaborés, et surtout sur un niveau radicalement plus élevé qu'à cette époque, de dotation en moyens techniques (machines, moyens de transport, de stockage et de communication) et en connaissances technologiques, bref de maîtrise et de simplification possible à grande échelle des processus agricoles. Ces calculs ne sont d'ailleurs pas dépourvus de fondements objectifs et logiques (3) (mais ils sont très partiels, comme on le verra plus bas) :

(1) Cf BASHMACHINKOV V.F. (3), pp. 19-25

(2) A partir d'ici on traitera uniquement du cas de la production végétale.

(3) Cf BASHMACHINKOV (3) pp. 21-23 ; (5) p. 54, pp. 71-77 ; (6) pp. 103-116.

En effet l'approche adoptée permet d'exploiter en théorie pleinement les avantages classiques de "l'organisation scientifique du travail" : proportionnalité et plein emploi optimaux des nouveaux systèmes complexes de machines et des "mécanisateurs" qualifiés qui les servent : car les uns et les autres sont encore des facteurs limitants, des ressources rares et chères dans les campagnes soviétiques ; avantages de la division du travail et des économies d'échelles consécutives dans certaines opérations (par exemple : la préparation des semences ou certains traitements post-récolte ; ateliers mobiles de réglage et réparation des machines ou encore de restauration collective au champs, etc.) ; avantages du travail posté en deux ou trois équipes quotidiennes, etc. De plus elle facilite en principe le contrôle central, par les ingénieurs de l'entreprise de l'exécution rapide, aux dates et dans les délais agronomiquement optimaux, de telle ou telle opération culturale. Or le respect de cette contrainte spécifiquement agricole (caractère non différable des tâches) est particulièrement important dans les conditions climatiques difficiles de l'U.R.S.S. : un retard de quelques jours pour une opération donnée peut s'y traduire par des chutes considérables de rendement (1).

3. Les difficultés et les mécomptes de l'approche industrialiste radicale

Pourtant, de nombreuses observations et en particulier celles, systématiques, de l'Institut de Recherche Scientifique du Travail en agriculture de Moscou (2) semblent démontrer clairement que ce modèle industriel radical, s'il conduit effectivement à quelques économies, notamment pour un emploi plus complet de certains gros matériels mécaniques et de leurs servants par une diminution de certains frais fixes annexes (réparations, restauration collectives aux champs, etc.), se traduit presque toujours par des résultats productifs et économiques finaux nettement inférieurs à ceux de la formule-compromis du "noyau", présentée plus bas, dans laquelle les collectifs élémentaires permanents sont maintenus et rationalisés : la production finale par travailleur, par hectare et par unité de dépenses matérielles (et même par unité de dépenses en moyens mécaniques) est nettement inférieure et les coûts de production sont nettement supérieurs (3).

Les chercheurs soviétiques fournissent, selon nous, une analyse parfaitement claire et acceptable de ces mécomptes de l'approche radicalement industrialiste et centralisée (4) : celle-ci qu'ils qualifient significativement de "technico-structurale" en l'opposant à une approche "socio-économique", souffre du défaut essentiel suivant : Elle considère implicitement comme possible en agriculture la transformation des travailleurs de base en simples objets exécutant des tâches centralement définies, quotidiennement et dans le détail, de façon mécanique et disciplinée, mais aussi très atomisée et obtuse. Ceci équivaut à localiser au niveau de la direction centrale de l'entreprise (et même en partie au-delà, dans les services agricoles locaux) toute l'intelligence synthétique du processus biologique complexe et les rétroactions d'ordres et d'information, sur et à partir de ce processus. Ce faisant cette approche sous estime assez gravement une spécificité agricole certes relative et réduite par les progrès techniques, mais maintenue pour l'essentiel. Il s'agit comme on l'a déjà mentionné, de la particulière complexité des facteurs et relations en jeu, et surtout la grande variété (et imprévisibilité) spatio-temporelle de leur jeu dans les processus agricoles.

(1) Cf BASHMACHINKOV (3) p. 21

(2) Cf BASHMACHINKOV (5) pp. 65-83

(3) BASHMACHINKOV V.F. (5) pp 65-83. D'après cet auteur dans les collectifs permanents du type "noyau", en RSFSR, les rendements sont supérieurs de 10 à 15 %, la productivité du travail de 15 à 20 % et les coûts directs de production sont inférieurs de 8 à 10 %, par rapport aux cas où ils n'existent pas.

(4) BASHMACHINKOV V.F. (3) pp. 25-31 ; (5) PP. 65-83 ; (6) 103-114.

Il en résulte une grande difficulté de leur prise en compte directe, adaptée, détaillée et rapide à distance et à grande échelle, donc la nécessité d'une initiative locale responsable des collectifs élémentaires de travail (brigades et zvenos) et d'une constance de leur relation avec une terre, des plantes et des animaux donnés.

En même temps elle sous-estime la capacité potentielle supérieure qu'ont de tels collectifs élémentaires de se mobiliser intellectuellement et physiquement, d'une manière autonome et solidaire pour optimiser les résultats physiques et économiques de leur travail (cf infra).

Mais les tares intrinsèques de cette approche ne constituent pas la seule explication du caractère semble-t-il très minoritaire de son application effective sur le terrain, sous sa forme extrême.

En effet, dans un très grand nombre de cas ce sont les structures en place - tailles et limites naturelles des champs, disposition de l'habitat, des bâtiments et des voies de communications, (particulièrement dans les Terres-Non-Noires de Russie du Nord (1)), mais aussi pénurie des moyens mécaniques de l'industrialisation - qui ont imposé le maintien des formes les plus traditionnelles d'organisation du travail (2), ou au moins des compromis avec celles-ci.

Pourtant, ce sont bien les contraintes spécifiquement agricoles rappelées plus haut, qui d'ailleurs ne font qu'amplifier les difficultés générales du système soviétique en tant que tel à appliquer une approche industrialiste radicale (cf infra deuxième partie), qui ont imposé à la restructuration industrialiste du processus de travail agricole, la voie de compromis que nous allons examiner

4. Le compromis raisonné : la pratique et la théorie du collectif élémentaire de travail du type "noyau" (en russe : "iadro")

Examinons d'abord les formes concrètes de la restructuration de l'organisation du travail qui réalisent ce compromis.

a) Le dégageement progressif des "brigades" et "zvenos" de mécanisateurs des des champs.

Grosso-modo le processus peut prendre deux voies, suivant qu'il tend à dégager d'emblée des "brigades de mécanisateurs", ou à passer par l'étape des "zvenos" (équipes, c'est-à-dire des sous-divisions de brigades) de mécanisateurs.

- Première voie

Les anciennes "brigades de motocultures universelles", c'est-à-dire très polyvalentes (cf supra) tendent à se spécialiser sur une ou, plus souvent, deux assolements simplifiés, c'est-à-dire sur une ou deux cultures principales, complémentaires pour leurs pointes de travail, dans le cadre d'un parcellaire très concentré et simplifié. En même temps elles se spécialisent fonctionnellement c'est-à-dire qu'elles abandonnent à d'autres collectifs spécialisés interbrigades, centralisés à l'échelle de l'entreprise, ou à l'échelle d'une de ses "secteurs" (3), des activités annexes "péri-agricoles" (par exemple transport, réparation et réglage des machines, restauration collective, préparation des plants, semences

(1) Cf MAUREL M.C. (24).

(2) BASHMACHINKOV V.F. - OREHOV N.R. (4) pp. 43-44

(3) Le secteur est une grosse sous division hiérarchique, recouvrant en général un ensemble de productions, par exemple les productions animales, ou végétales à l'échelle de l'entreprise.

et engrais, traitements post-récoltes, etc.) ou même certaines opérations agricoles bien définies, dont la centralisation est avantageuse (détachements de récolte mécanique et de labours d'automne par exemple).

La part du travail qui est mécanisé dans la brigade s'accroît beaucoup. Les "mécanisateurs" (1) tendent à passer de leurs anciennes fonctions d'exécution ponctuelles et dispersées entre de multiples activités agricoles et annexes (au sein d'une brigade et parfois à l'extérieur), et coordonnées par le brigadier, à une position de responsabilisation dominante et complexe du suivi de l'ensemble du cycle productif d'une ou deux cultures. Bref les "mécanisateurs" deviennent de vrais agriculteurs (2)

C'est pourquoi, au terme d'une telle évolution, on qualifie ces collectifs de "brigades (sous entendu spécialisées) de mécanisateurs des travaux des champs", ou plus simplement de "brigades de mécanisateurs" (mécanisatorskie brigadi) (1). Elles regroupent un personnel réduit (de l'ordre de 15 à 20 personnes très souvent) par rapport aux anciennes brigades universelles de motoculture (de 40 à 50 personnes). Les "mécanisateurs" y sont relativement nombreux et ils travaillent à une échelle spéciale élargie par rapport à ces dernières (par exemple de l'ordre de 1 200 hectares labourables dans des assolements à dominante céréalière).

- Deuxième voie

Pourtant la situation qui est encore de loin la plus fréquente (3) est le maintien du cadre formel de l'ancienne "brigade de motoculture" à profil complexe. Mais ce cadre recouvre, suivant les cas, un processus et un niveau très variables de spécialisation fonctionnelle et productive et de division interne du travail de la brigade.

En effet, sous la pression des forces industrialisatrices, celle-ci subit une tendance à la restructuration qui est la suivante (4) :

Une partie des fonctions annexes, ou même certaines tâches directement productives, tend à se concentrer à l'extérieur de la brigade, et l'autre tend à être répartie entre les mains d'équipes ("zvenos") internes, spécialisées chacune dans une tâche ou un service donné annexe. Tout ceci permet la formation, toujours à l'intérieur de la brigade, de "zvenos de mécanisateurs", (les "noyaux" du système, cf infra) qui sont responsables de la plupart des travaux agricoles fondamentaux sur, en général, un ou deux assolements complémentaires dont ils assurent le suivi et la responsabilité directe, des semis à la récolte. Ils sont pratiquement comparables aux "brigades de mécanisateurs" déjà définies plus haut, si ce n'est qu'ils sont généralement plus petits et que, à la différence de ces dernières ils sont des collectifs élémentaires, primaires, alors qu'une brigade regroupe, en principe par définition plusieurs zvenos (3)

 (1) Conducteurs de tracteurs et de machines agricoles ayant en général une qualification de mécaniciens et une responsabilité partielle de l'entretien de leur matériel. Cette qualification est souvent très étroite (un type de matériel donné) mais le passage aux collectifs de mécanisateurs impose évidemment que cette qualification devienne beaucoup plus complexe et agricole.

(2) Cf BASHMACHINKOV V.F., OREHOV N.R. (4) pp. 42-43 ; (5) p. 64

(3) Cf BASHMACHINKOV (5) p. 65

On les qualifie aussi parfois de zvenos "complexes" pour désigner leur responsabilité de la plupart des travaux fondamentaux sur, en général, deux assolements. C'est une manière de les opposer, d'une part, aux groupes (également souvent appelés zvenos) temporaires ou permanents chargés, dans certains brigades, d'opérations ponctuelles (zvenos de semis, ou de désherbage par exemple) ou de services annexes (transport, fertilisation, etc.) et d'autre part aux zvenos "spécialisés" qui, sur une seule culture sarclée (pommes de terre, betterave, tournesol) ou sur une culture fourragère, n'assument qu'une partie, certes importante et délicate, des travaux : préparation des semis, semis, soins post-semis, avec le matériel spécialisé correspondant (1).

La croissance ou le regroupement de "zvenos complexes de mécanisateurs" peut être à l'origine de la formation de "brigades de macanisateurs", bien entendu.

b) La rationalisation théorique du compromis : le modèle du collectif-"noyau"

A partir d'une analyse de l'histoire concrète de l'organisation du travail en U.R.S.S. et de tout un travail systématique d'observation, d'expérimentation et de calcul, les chercheurs soviétiques de l'Institut du travail en Agriculture ont rationalisé ce compromis sous la forme de la théorie du "collectif noyau" (en russe "iadro" (2)). Celle-ci veut être, dans leur esprit, un moyen d'optimiser le système complexe d'organisation du travail dans les unités agricoles, en fonction des conditions concrètes très variables de celles-ci et de leur évolution.

Cette théorie tend à démontrer la pertinence économique du mouvement constaté de formation de "brigades et zvenos de mécanisateurs" des travaux des champs considérés comme les "noyaux" à préserver absolument du "système" d'organisation du travail agricole.

De tels collectifs doivent respecter les règles générales suivantes (à moduler concrètement en fonction des conditions locales) :

- La dimension en personnel doit être suffisamment réduite pour que l'intéressement solidaire des travailleurs aux résultats économiques finaux du collectif et les effets d'entraide, de stimulation et de contrôle mutuel, soient possibles.... mais suffisamment grande pour assurer un degré satisfaisant d'emploi du matériel mécanique affecté.

- La spécialisation productive (cultures affectées) du collectif doit être suffisante pour que le jeu de l'intéressement collectif aux résultats soit simple et clair, c'est-à-dire efficace, et pour que la compétence spécialisée du groupe puisse s'affirmer et se valoriser pleinement.

Mais en même temps cette spécialisation ne doit pas être trop étroite, c'est-à-dire qu'il faut, en pratique affecter au collectif au moins deux assolements, de manière à permettre à la fois un bon usage de la terre (du point de vue pédologique) et un taux d'emploi annuel suffisant du matériel et des hommes (en jouant sur les complémentarités des cultures du point de vue de ses pointes de travail).

- En ce qui concerne les tâches affectées, il faut qu'elles recouvrent la presque totalité des opérations culturales essentielles sur les productions affectées, de manière à permettre la responsabilisation du groupe à l'égard du cycle complet de ces productions et son intéressement aux résultats productifs et économiques finaux de ce cycle.

(1) BASHMACHINKOV (5) pp. 55-65

(2) BASHMACHINKOV V.F. - OREHOV N.R. (4) pp. 44-46 ; (6) pp. 110, 111.

Mais c'est ici qu'intervient aussi un compromis délicat : d'un côté pour cet intéressement et cette responsabilisation qualitative, il faut assurer un haut niveau d'indépendance productive au groupe c'est-à-dire limiter autant que possible le recours à des sous unités extérieures pour certains travaux, surtout pour ceux dont la qualité a un impact important sur les résultats finaux.

D'un autre côté il faut absolument faire quelques concessions sur ce point aux avantages économique-organisationnels de l'approche industrialiste (économies d'échelles, division du travail, etc.). Certaines tâches annexes (préparation des semences, traitements post-récolte, dépannage et réglage du matériel etc.), et certaines opérations culturales mettant en oeuvre des gros matériels et des spécialistes hautement qualifiés, disponibles en quantité insuffisante (récoltes mécaniques et labours d'automne, fertilisation et traitements chimiques par exemple) sont très avantageusement concentrées et déléguées à des unités de travail externes au "collectif-noyau". On y gagne notamment un taux et une qualité d'emploi plus élevés de certaines ressources indivisibles et chères, et on limite ainsi les pertes dues à la miniaturisation des matériels et aux délais excessifs d'exécution du travail (1).

Certaines de ces unités de travail "périphériques", permanentes ou temporaires (par exemple services des grosses réparations, de transport, ou séchage des céréales, préparation des semences, etc.) peuvent être, avec profit, concentrées à l'échelle du kolkhoze ou du sovkhoze.

Mais dans le cas d'opérations saisonnières assez étroitement liées (du point de vue de la qualité du travail) aux processus agricoles de base, par exemple les chantiers de récoltes et de labour d'automne, ou de fauche-ensilage de fourrages, etc. les spécialistes soviétiques (Bashmachinov (6)) recommandent de ne pas pousser trop la concentration des collectifs périphériques temporaires, ni la parcellisation excessive de leurs tâches. En effet, c'est la condition d'une surveillance efficace (et motivée économiquement) de la qualité du travail de ces collectifs périphériques par les collectifs noyaux, de la soumission des premiers aux seconds, assortie de la corresponsabilité de ceux-là (calcul des compléments et primes) en ce qui concerne les résultats finaux des processus agricoles fondamentaux. C'est pourquoi ils recommandent des collectifs temporaires moyennement grands et complexes, c'est-à-dire soit des "zvenos technologiques" ou des "détachements ("otriadi") mécanisés" (ensemble de zvenos technologiques), caractérisés notamment par des fonds de salaires bien individualisés, un minimum de responsabilité autonome et un assortiment minimal de tâches internes liées. Par contre, ils sont plutôt critiques à l'égard des très gros "complexes organisés" de mécanisateurs et surtout des "groupes (gruppi) élémentaires de travailleurs", à la fois très concentrés, très parcellisés (dans leurs tâches), sans fonds de salaires individualisés et sans aucune autonomie opérationnelle. Mais ils soulignent ici que tout dépend de conditions locales : par exemple les grosses unités temporaires sont relativement mieux adaptées aux énormes champs des steppes du Sud de la RSFSR, ou du Kazakstan, qu'au parcellaire plus morcelé des Terres Non Noires de Russie du Nord...

- La composition du personnel du collectif-noyau, des terres et du matériel qui lui sont affectés doit être stable. Ceci est nécessaire pour une responsabilisation à long terme du collectif à l'égard du bon entretien du sol surtout, et secondairement du matériel, comme pour l'accumulation de savoir faire et d'expérience dans l'usage d'une terre et d'un matériel déterminés.

 (1) BASHMACHINOV (5) pp. 54-83 ; (6) pp. 103-114 ;
 KATORGUIN et KOLOCKOV (18)

- Enfin la garantie, en quantité et qualité et en délai, des approvisionnements du collectif en services et en biens de production (machines, engrais, etc.) doit être effective.

Bien entendu l'application concrète de ces principes, surtout en ce qui concerne la définition du "profil" du collectif-noyau ou temporaire (force de travail, sol, tâches, production et matériels affectés), doit être raisonnée et modulée en fonction des conditions concrètes locales (parcellaire, conditions naturelles, équipement, habitation, type de production, etc.).

Les chercheurs soviétiques qui promeuvent cette doctrine d'action fournissent d'abondantes preuves quantitatives de la supériorité de ce modèle par rapport aux formes traditionnelles héritées et par rapport aux formes industrialistes radicales d'organisation du travail (sans collectif-noyaux), lorsque ces conditions sont au moins approximativement satisfaites (1).

Mais, comme on l'a vu, cette supériorité repose en grande partie sur l'aptitude particulière de ce type de brigade ou de zveno à permettre un intéressement collectif de ses membres aux résultats économiques et productifs finaux de leur travail, et donc à la qualité de celui-ci.

Or il semble bien, aux dires des mêmes chercheurs soviétiques, que en fait cet intéressement fonctionne en général bien mal, et que ceci impose, comme on va le voir, des conditions supplémentaires pour une application pleinement réussie de la "théorie du "noyau".

5. Les difficultés de l'intéressement économique des agricultures à la qualité du travail (2)

Un premier point doit être souligné : les caractéristiques essentielles ci-dessus énumérées d'un collectif du type "noyau" ("brigade ou zveno de mécanisateurs des champs") sont nécessaires pour une stimulation réussie de la qualité économique du travail dans le cadre du système décrit plus haut de "rémunération aux pièces avec primes". En effet, ce sont ces caractéristiques qui permettent d'imputer sans trop de difficultés à un groupe de travailleurs donné l'obtention d'une production physique donnée, et, au-delà, des résultats comptables comme la valeur, le prix de revient direct, ou encore le coût matériel direct de cette production. Bref, ce sont elles qui permettent de lui appliquer le principe de l'"autonomie comptable" ("khozraschët) de manière à pouvoir calculer les primes de stimulation matérielles qui lui reviennent.

En pratique il semble bien que, même dans ce type de collectif, cette application du "khozraschët" soit encore loin d'être généralisée, ce qui conduit souvent à calculer les primes de dépassement du plan à partir de résultats physiques (la production surtout).

De toutes façons, il est clair que cette application est difficile (et probablement rare) dans le cas encore très répandu de l'ancienne brigade de motoculture à profil universel, quand celle-ci n'a pas encore dégagé en son sein des "noyaux" permanents, c'est-à-dire des zvenos "complexes" de mécanisateurs responsables du cycle productif complet d'une ou deux cultures.

(1) Cf BASHMACHINKOV (5) pp. 65 à 83 et supra

(2) Cf GREBENNIKOVA L.A. - KATORGUIN A.T. (13)
voir aussi WADEKIN K.E. (35), (36).

De même, elle est encore plus difficile, sinon impossible, dans le cas inverse d'une organisation de type industrialiste radical, où sont généralisés des grands collectifs temporaires au permanents, spécialisés dans une tâche ou un service particulier accompli à grande échelle. Dans ce cas, des primes encourageant l'emploi physique maximal des moyens techniques employés (et le respect de délais d'exécution), tendent à remplacer celles qui sont liées à la production ou à des résultats comptables, ce qui pousse au gaspillage de ces moyens.

D'une manière générale, même en dehors de ces cas, c'est-à-dire même dans les cas où se dégagent des "zvenos et brigades de mécanisateurs", avec ou "sans autonomie comptable", l'efficacité pratique de la stimulation matérielle de la qualité du travail semble assez faible, aux dires mêmes des chercheurs soviétiques.

Les raisons en sont, en simplifiant, les suivantes :

a) Les compléments de salaire et, à fortiori, les primes de stimulation matérielle effectivement versées, ne représentent en moyenne qu'une part très faible de la rémunération totale du travail (1). Ceci traduit en fait l'effet de l'ensemble complexe des facteurs qui gênent le dépassement (et même l'atteinte) du plan en quantité, valeur et économie, et entre autres de ceux qui suivent ci-après. Dans ces conditions c'est l'avance garantie à la tâche qui tend à monopoliser l'attention du travailleur de base.

b) Par ailleurs le mode de calcul de cette avance pousse logiquement chaque travailleur à accomplir le maximum d'unités physiques de tâches, au besoin plus que nécessaire, dans un temps inférieur aux normes, aux dépens de la qualité du travail, et sans souci de coordination et d'entraide avec les autres membres du collectif. Cette tendance est d'autant plus logique que les éventuels compléments et primes obtenus par le collectif en fin de campagne seront répartis entre les membres proportionnellement aux avances individuelles déjà obtenues, c'est-à-dire au nombre d'unités-travail accomplies par chacun (2).

c) L'effort qualitatif isolé d'un travailleur particulier a de toute façon un faible impact sur le résultat final collectif du travail de la brigade ou du zveno, surtout si celui-ci est nombreux et si ses autres membres baclent le travail... et un impact en retour encore plus faible sur les compléments et primes qui lui reviendront personnellement et dépendent infiniment plus du nombre et des types de tâches effectuées (2).

d) Il y a des tâches recherchées parce que "rentables", relativement à la dépense d'énergie qu'elles exigent et à leur pénibilité, d'autres tâches sont au contraire "peu rentables" et tendent à être dévalorisées et négligées.

Tout ceci tend à cristalliser une spécialisation hiérarchisée et étroite de chaque travailleur dans tel ou tel type de travail, à empêcher l'entraide et la substitution mutuelle occasionnelle des travailleurs, qui sont pourtant précieuses à certains moments, à atomiser et à irresponsabiliser leurs comportements au travail.

 (1) GREBENNIKOVA et KATORGUIN (op. cit. p. 218) en donnent quelques illustrations -dans l'oblast de Moscou, où les salaires agricoles sont pourtant nettement plus élevés qu'ailleurs, près d'un tiers des sovkhozes ne distribuaient pas de compléments et primes, par ailleurs les travailleurs de la production végétale, à l'échelle de l'ensemble des sovkhozes de la Fédération de Russie n'ajoutaient, en moyenne, à leurs avances que 10 à 12 % de complément et primes.

(2) GREBENNIKOVA-KATORGUIN (op. cit. p. 216)

Outre un effet négatif sur la qualité du travail collectif, ceci conduit aussi à gonfler la main-d'oeuvre nécessaire (du fait du cloisonnement des spécialisations et de l'insuffisance de la mobilité inter-spécialité, le plein emploi régulier est plus difficile à obtenir) et à la nécessité d'un contrôle autoritaire accru de la part de l'encadrement (dont la tâche et l'effectif s'accroissent donc).

e) La fixation "objective" de la production planifiée de chaque collectif soulève des problèmes pratiques et théoriques très ardues, compte tenu de la complexité des facteurs et relations en jeu et de l'hétérogénéité des situations locales. Il est donc fréquent que l'obtention et la dimension des compléments et primes soient surtout liées à l'habileté de certains dirigeants dans la préparation des plans et l'obtention effective des moyens de production, ou à des conditions pédologiques locales mal appréciées, aux aléas climatiques, et bien sûr, aux hasards et aux défauts du fonctionnement de la bureaucratie, bien plus qu'à la qualité et à la quantité du travail de base accompli. Les chercheurs soviétiques consacrent beaucoup de temps et d'efforts à la recherche de solutions théoriques et pratiques de ce problème (1). Parmi les palliatifs imparfaits et indirects que l'on tend à expérimenter ou à généraliser citons ceux-ci : le paiement des compléments de salaire calculés à partir de pourcentages de la production planifiée inférieurs à 80 % (et au moins de 51 %) ; le calcul des primes en fonction du niveau de dépassement de la production moyenne effective durant les trois ou cinq dernières années, etc. (2).

Mais à en juger par les conclusions des chercheurs soviétiques, il ne semble pas que l'on ait trouvé de véritable solution simple et vraiment satisfaisante. Les chercheurs semblent placer beaucoup plus d'espoir d'amélioration du système de stimulation dans l'extension et l'application correcte de la forme zveno ou brigade autonome dite aussi "sans norme" ou "sans ordre".

6. Le zveno ou la brigade "sans ordre" (bieznariadnyi kollektiv) comme remède à ces difficultés.

a) Les principes

L'idée, déjà ancienne en U.R.S.S. (3) qui est sous-jacente à cette forme est simplement de pousser jusqu'au bout la logique du collectif "noyau" déjà analysée.

Si on satisfait avec rigueur l'ensemble des conditions énumérées plus haut qui doivent, en principe, caractériser la formation d'un "collectif noyau" (brigade ou zveno "de mécanisateurs") et en particulier la petite taille du collectif, avec une instance accrue sur sa cohésion psychologique (qui implique notamment une cooptation mutuelle de ses membres), il est possible de passer à une véritable autogestion de l'organisation et de la rémunération du travail par le collectif lui-même, sur le mode suivant (4).

(1) Cf GREBENNIKOVA L.A.-KATORGUIN A.T. (13) pp 218-233 et 197-212

(2) Les spécialistes soviétiques cherchent aussi à mettre au point des méthodes beaucoup plus rigoureuses et fines de calculs des compléments et primes isolant l'effet de la qualité du travail de ceux du temps, des sols, plus ou moins fertiles, des variétés génétiques, de l'apport effectif d'engrais, etc.

(3) Cf WADEKIN (35) op. cit.

(4) Cf BATURIN D.P. (8).

Le plan du kolkhoze ou du sovkhoe ne définit qu'un fonds collectif des salaires versés au zveno (ou brigade) dans le cadre d'une sorte de contrat global passé avec celui-ci, et non plus avec chacun de ses membres. Les normes de travail et les "tarifs" habituels permettent de calculer à priori le montant global des avances mensuelles garanties, des compléments de fin d'année et des primes de stimulation matérielle que valent au collectif des travailleurs, par exemple et respectivement, chaque quintal de livraison planifiée de blé, chaque quintal livré effectivement au-delà de 80 % (au moins) du Plan, chaque rouble de coût direct matériel (ou total) économisé, ou de production finale au-delà du plan, ou encore chaque unité de bénéfice ou de valeur ajoutée imputable au zveno au-delà des niveaux planifiés. Ceci étant donné, le collectif autogère complètement l'organisation de son travail et la répartition interne de son revenu global. S'il réalise des tâches et obtient des résultats donnés avec moins de travailleurs qu'on ne pourrait le prévoir à partir des normes officielles et des pratiques habituelles de spécialisation cloisonnée des travailleurs, tout le gain en résultant lui revient.

b) Des résultats expérimentaux très prometteurs.

Selon les chercheurs soviétiques l'expérience montre clairement que, chaque fois que les conditions définies plus haut de leur formation et de leur fonctionnement sont réunies, les collectifs sans ordres obtiennent, en termes de production par hectare, par travailleur et par unité de dépenses matérielles ou mécaniques, des résultats très significativement supérieurs à ceux des collectifs placés dans des conditions comparables de sol et de moyens de production. Les raisons essentielles en sont les suivantes : les membres d'un tel collectif agissent solidairement, se responsabilisent pour le résultat final commun de leur activité, s'intéressent donc à la qualité de leur travail, se surveillent et s'entraident mutuellement, et en cas de besoin s'affranchissent volontiers d'une spécialisation et d'horaires de travail rigides. En somme, ils cessent d'être des exécutants atomisés et passifs d'ordres du brigadier ou de la direction, pour mettre en oeuvre une intelligence et une responsabilité collectives du processus productif. En somme, ils redeviennent collectivement de vrais agriculteurs.

c) La rémunération au temps et à tendance égalitaire (1)

Ceci correspond logiquement à leur choix spontané, en général d'une avance en fonction du temps de travail fourni, et non plus à la tâche. De plus ils choisissent le plus souvent une rémunération égalitaire totale (avance + compléments et primes) par heure de travail, ce qui met fin à la concurrence individualiste pour les tâches "rentables". Ils vont parfois même jusqu'à adopter une rémunération mensuelle et annuelle strictement égalitaire, ce qui implique un haut niveau de cohésion et de contrôle mutuel et une répartition approximativement égale du temps de travail. Le salaire au temps permet ici une valorisation de l'aspect qualitatif du travail, alors que celle-ci est généralement impossible dans les collectifs ordinaires, où le paiement au temps tend à encourager une trop faible intensité du travail et l'abus des pauses, et appelle en contrepartie une lourde tâche de surveillance tatillonne et disciplinaire des travailleurs.

(1) Cf KATORGUIN A.T. (19)

d) Extension non marginale et résultats économiques globaux décevants

Il semble que l'on ne sache rien de très net, pour le moment, sur la place actuellement occupée dans la production par ce type d'organisation, et sur son évolution, globalement et par région (1). Selon certaines sources, 25 à 30 % des collectifs agricoles élémentaires seraient actuellement concernés (avec également avance au temps et autonomie comptable).

Mais faute d'être assortie de précisions complémentaires sur les critères de définition employés, et faute de données globales, sur le poids économique de ces collectifs, sur la qualité des conditions dans lesquelles ils fonctionnent, sur leurs performances, cette information n'est pas d'une utilité très grande pour une évaluation et une analyse précise du mouvement des collectifs autonomes en agriculture.

On retiendra seulement que ce mouvement a cessé d'être marginal et expérimental, suspect et parfois réprimé ou menacé. Il bénéficie manifestement de puissants soutiens très officiels, dans des secteurs et à des niveaux importants de l'appareil de l'Etat et du Parti et notamment dans la recherche, et donne lieu à des débats relativement ouverts (dans certaines limites) et amplifiés par une certaine presse.

Mais en même temps, la confrontation de l'importance croissante du mouvement dans les années récentes, avec la tendance globale actuelle à la stagnation et à la hausse des coûts, dans l'agriculture soviétique, semble indiquer que ses résultats moyens effectifs sont très décevants, par rapport à ceux des échantillons, plus ou moins expérimentaux, de collectifs sans normes, qui appuient les plaidoyers en leur faveur de certains chercheurs et responsables soviétiques. Il semble donc, comme le laissent d'ailleurs entendre les écrits de ces mêmes chercheurs et d'autres sources, que les conditions idéales d'une formation et d'un fonctionnement réussis de ces collectifs autonomes soient, en moyenne, assez loin d'être réunies effectivement. Nous reviendrons plus bas sur l'interprétation de ce mécompte.

II - LE PROBLEME ET LES VOIES DU CONTROLE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LA SOCIETE SOVIETIQUE ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL AGRICOLE.

A/ LES LIMITES ET FAIBLESSES DE L'APPROCHE MICRO-ECONOMIQUE DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Dans tout ce qui précède, on s'est volontairement cantonné dans l'application aux faits observés de raisonnements de type micro-social, micro-économique. C'est là précisément la grille d'analyse qui semble caractériser pour l'essentiel (1) le débat scientifique public en U.R.S.S. sur la question. Dans ce cadre, tout se passe comme si, partant des données exogènes, que seraient l'existence de grandes entreprises agricoles, un niveau et une évolution donnés des technologies, un milieu naturel, on interprétait l'histoire de l'organisation du travail agricole comme la recherche tâtonnante, par l'entreprise elle-même d'une optimisation technico-économique de son organisation interne, recherche simplement compliquée par les préjugés idéologiques ambiants et des jeux locaux de pouvoir techno-bureaucratique. Il n'est pas surprenant qu'une partie des observateurs occidentaux s'en tiennent volontiers à ce cadre d'analyse, qui correspond à leur univers mental et concret familial.

Mais ce cadre limite singulièrement la portée explicative des analyses, laissant sans réponse satisfaisante, par exemple, les questions suivantes.

Dans le système soviétique les principales réformes de structures ne sont pratiquement jamais des mouvements spontanés au niveau micro-économique mais sont pour l'essentiel, conçues par l'appareil politico-administratif central et, en tout cas, impulsées et contrôlées par lui. Dans ces conditions peut-on vraiment expliquer (au moins tacitement) le caractère aberrant, (du seul point de vue micro-économique) de certaines poussées industrialistes et dirigistes externes par des préjugés idéologiques ambiants ou des tendances techno-bureaucratiques locales? Ceci ne concerne pas seulement la logique de restructuration des entreprises elles-mêmes mais aussi son prolongement au niveau de l'organisation du travail. A l'inverse, comment expliquer la relative modestie et les résultats économiques globalement décevants des petits collectifs autonomes de travail, pourtant si ardemment et rationnellement (au niveau micro-économique) défendus par certains, y compris en haut lieu ?

Par contre les choses nous semblent s'éclairer singulièrement, dès lors qu'on s'intéresse aux mécanismes globaux du contrôle social et économique, spécifiques du système soviétique, à leurs complémentarités et contradictions mutuelles, et en les reliant aux impératifs également spécifiques de la reproduction sociale globale.

B/ LE PROBLEME CENTRAL DU CONTROLE SOCIO ECONOMIQUE DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE : LA NECESSITE CONTRADICTOIRE DES "RESERVES" D'AJUSTEMENT ET DE LEUR MOBILISATION

Pour des raisons qu'on ne développera pas ici, la planification étatique centrale et directe de l'ensemble de l'activité socio-économique est un impératif essentiel de la reproduction du système social soviétique en tant que tel, et le renforcement de cette planification est une des tendances profondes de ce système.

 (1) En fait des considérations d'ordre plus global, et extra-économique, s'introduisent aussi dans ce débat soviétique officiel, notamment (cf infra et les citations en annexe II) à propos du rôle intégrateur des collectifs élémentaires et à propos du débat sur les modes de direction de l'activité (centralisation-décentralisation). Mais elles apparaissent toujours comme simplement plaquées dans ce débat et elles ne sont jamais clairement rattachées à la question centrale et globale des mécanismes du contrôle social, donc à celle de la nature du système social soviétique et de ses impératifs et mécanismes spécifiques de reproduction.

Mais l'application intégrale de la logique pure de "l'économie de commande" (1), c'est-à-dire la détermination centrale, directe, cohérente et parfaitement détaillée, sans ambiguïté, de toutes les activités économiques, est pratiquement et théoriquement impossible. Les raisons en sont à la fois techniques (cybernétiques) et sociales (2), mais nous ne pouvons ici les analyser.

Ce qui nous importe ici est seulement de constater que, concrètement, et quelles que soient les vertus formelles et l'amélioration des mécanismes de planification directe (le système des aller-retour informationnels centre-périphérie dans la préparation et les révisions du Plan, des processus de désagrégation des données globales et d'ajustements "contractuels" des relations interentreprises, etc.) on constate la permanence et la généralité des faits suivants :

Chaque sous-unité subordonnée du système (unions d'entreprises, entreprises, etc. mais aussi les collectifs élémentaires de travail) se trouve prise dans un ensemble d'ordres (planifiés ou non), de règlements, d'informations, d'incitations (économiques ou autres) et de flux concrets de force de travail et de moyens de production, qui a les deux caractéristiques suivantes :

- cet ensemble d'éléments imposés est en bonne partie incohérent, incomptatible, ce qui se manifeste souvent, entre autres, par le fait que le Plan est irréalizable, dans la lettre ou dans l'esprit (qualitativement) ;

- le système d'instructions (planifiées ou non), de règlements, de normes et d'incitations diverses comporte lui-même une bonne dose d'ambiguïté et de contradictions (3).

Ceci implique que, pour assurer son fonctionnement et sa survie même, cette sous-unité doit disposer, et chercher à se doter par des voies légales ou illégalés, d'une marge de manoeuvre autonome, sous deux formes :

- elle doit constituer et dissimuler des "réserves" sous-employées de ressources diverses (force de travail, matières premières, machines et pièces détachées, etc.), d'information (dissimulations diverses), de productivité (sous-estimation des plans possibles par exemple), :

- elle doit diversifier, au-delà de son profil normal et principal d'activité planifiée, son activité de production et d'échange de biens et de services et d'information, par des voies légales ou illégales, dissimulées ou connues. Par exemple, un petit atelier annexe ou certaines activités de troc sont souvent le seul moyen de surmonter une pénurie de pièces détachées vitales (5) Un autre exemple est le cas des "fermes d'entreprises" industrielles, forme ancienne mais en pleine expansion depuis quelques années (4).

De son côté, l'appareil central et local de direction de l'économie (l'Etat et le Parti) est contraint d'accepter ces pratiques, à priori et explicitement (plans "mous" et partiellement ambigus, normes lâches, instructions semi-précises, etc.) et surtout dans la vie économique courante.

(1) Nous préférons cette traduction de l'expression anglo-américaine "command-economy", à la formulation plus lourde "économie de commandement".

(2) CF SMITH G.A.E. (32) ; SOKHLOFF G. (30) ; HOUGH J. (15) ; BRENDER A. (9)

(3) Cf SMITH G.A.E. (31) ; RAKOVSKI M. (27) ; BRENDER A. (9)

(4) Ce sujet attire aujourd'hui beaucoup l'attention des soviétologues occidentaux Cf notamment CLAYTON E. (11).

(5) Cf notamment DUCHENE G. (40)

Mais en même temps ce même appareil est tout aussi contraint de pratiquer la chasse aux "réserves", de chercher à les détecter, à contenir leur extension, à la mobiliser, à les redistribuer centralement. La "mobilisation des réserves productives" est le leitmotiv des autorités, partout à l'Est.

En effet, laissées à elles-mêmes, les sous-unités tendent spontanément à gonfler, occulter et pérenniser ces réserves, c'est-à-dire à constituer des rentes de situation allant bien au-delà des strictes nécessités de leur fonctionnement normal et de leur survie. Elles tendent ainsi à maximiser leur confort (ou du moins celui de leurs dirigeants), leur autonomie, voire même à créer des réseaux occultes de pouvoir local, sur le mode de la mafia (loi du silence et achat de complicités multiples). Ce faisant elles profitent des dysfonctionnements inhérents au système planifié, tout en les aggravant activement, ce qui peut conduire à sa cristallisation, et au-delà même, à son incontrôlabilité croissante et à son effondrement économique.

C/ L'INTERVENTION ADMINISTRATIVE DIRECTE EN DEHORS DU MECANISME NORMAL DE L'ACTIVITE PLANIFIEE : UN REMEDE TRES IMPARFAIT

Il arrive couramment que ces dysfonctionnements des mécanismes ordinaires de l'économie planifiée atteignent, localement ou sectoriellement, un degré critique, dangereux pour l'ensemble du système, sans que l'on aie pu les corriger à temps par les autres voies normales du contrôle social (cf infra) : il peut s'agir de gaspillages excessifs de ressources, de rentes de situation scandaleuses, de phénomènes de mafia localement incontrôlables et contagieux. Mais souvent il s'agit plus simplement d'un goulot d'étranglement imprévu : du fait de la rigidité des relations interentreprises planifiées, une pénurie grave d'un bien ou service précis (ou de force de travail) entraîne de graves blocages en chaîne et à grande échelle de l'activité d'ensemble.

Dans ce cas l'appareil central est contraint de recourir à des interventions administratives non planifiées et localement imprévues (1). Par exemple une pénurie grave de moyens de transport et de force de travail dans un secteur stratégique (transport des récoltes de céréales par exemple) peut conduire à une mobilisation ponctuelle générale de ces moyens, prélevés dans d'autres secteurs. Des interventions et "campagnes" de ce type perturbent le fonctionnement normal des unités touchées, y créent une insécurité qui renforce la tendance générale à constituer des réserves contre-aléatoires de moyens sous-employés (l'où une sorte de cercle vicieux) et sont, de toute façon, désorganisatrices et globalement coûteuses (2).

(1) SMITH ÇAË (31)

(2) Elles étaient fréquentes à l'époque stalinienne et inhérentes au modèle d'accumulation accéléré propre à cette phase du développement (avec distorsions intersectorielles graves, utilisation massive d'une combinaison de mobilisation idéologique et de crainte de la répression etc.). Elles sont devenues depuis essentiellement incompatibles avec le niveau de complexité donc de fragilité, atteint par l'économie soviétique, et avec la faiblesse de la réserve générale de force de travail sous-employée et aisément mobilisable. Cf RAKOVSKY (27)

(3) On pourrait aussi mentionner "le courrier des lecteurs" dans les grands journaux, et bien sûr le système judiciaire ordinaire, comme moyens complémentaires de dissuasion. Cf REVUZ C. (28)

(4) Cf POULIQUEN A. notamment dans (50), (52), (53), (56), (60).

Il faut aussi mentionner un système de dissuasion des fraudes excessives, sous forme d'inspections, inopinées et sanctionnées des agents du "contrôle populaire" (narodnyi kontrol). Mais sa mise en oeuvre est délicate, du fait même qu'une certaine dose de fraude est partout nécessaire et inhérente au fonctionnement même du système (1).

Mais ces deux types d'action ne peuvent être, en quelque sorte que des palliatifs à court terme et restent en définitive dans le cadre de la logique de fonctionnement courant de l'économie de commande, dont ils sont des mécanismes complémentaires, plutôt mineurs. Plus fondamentalement le système soviétique dispose, pour cette limitation et cette mobilisation vitale des "réserves", de la combinaison, à la fois contradictoire et complémentaire, des trois logiques suivantes de contrôle social, et de renforcement de ce contrôle.

D/ LA RATIONALISATION DE L'ECONOMIE DE COMMANDE PAR LA SIMPLIFICATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET D'ECHANGE (2)

Il s'agit ici de rendre plus efficace le contrôle central et direct de l'appareil économique, en simplifiant au maximum sa structure dans le sens suivant : chaque sous-unité (trust, entreprise, etc. et bien sûr collectif élémentaire de travail) est à la fois aussi spécialisée et concentrée que possible. A la limite, elle est réduite à un mécanisme très simple, avec une marge de manoeuvre autonome limitée au maximum. En contrepartie, les activités de coordination de contrôle et de régulation économiques s'hypertrophient et sont refoulées au niveau de macro-unités de niveau supérieur et (ou) des administrations centrales. D'une part, la division du travail entre les sous-unités de base, c'est-à-dire leur spécialisation, et d'autre part leur concentration, sont poussées bien au-delà de ce que les simples données techniques et l'optimisation micro-économique ne le justifient par les gains imputables aux économies d'échelle et à la bonne proportionalité des capacités dans les chaînes de production (3)

Selon nous c'est là, bien au-delà des "exigences objectives" découlant du progrès technique et scientifique considéré (d'ailleurs à tort (4)). comme une variable exogène, que se situe l'explication clef de la spectaculaire restructuration "industrialiste" (cf plus haut) des entreprises dans une partie de l'agriculture en U.R.S.S., et ailleurs en Europe de l'Est dans les années 70 (5), et des

(1) On pourrait aussi mentionner "le courrier des lecteurs" dans les grands journaux et bien sûr le système judiciaire ordinaire, comme moyens complémentaires de dissuasion. Cf REVUZ C. (28)

(2) Cf A. POULIQUEN notamment dans (50), (52), (53), (56), (60),

(3) Les illustrations de cette constatation sont assez abondantes dans la littérature soviétique, notamment en ce qui concerne les collectifs de travail agricole.

(4) La conception et le choix des techniques subissent, en retour, l'influence de ce modèle de contrôle social, dans le sens de la grande capacité des équipements et des machines.

(5) C'était d'ailleurs déjà, en bonne partie, l'explication de concentration de la production opérée par la collectivisation agricole elle-même

formes très centralisées et spécialisées d'organisation du travail qui la prolongent (1).

Certes le développement technologique dans la production, et l'application des moyens matériels correspondants, qu'on peut partiellement considérer comme une tendance à l'industrialisation des techniques facilitent à certain égards cette restructuration. Mais les analyses concrètes et chiffrées les plus minutieuses des soviétiques montrent qu'ils sont loin de la déterminer étroitement dans ses formes effectivement observables sur la seule base de l'optimisation économique abstraite (celle qui fait abstraction du problème du contrôle social) (2).

D'autre part, tout en restant dans le domaine des données techniques, on peut s'affranchir de la conception étroite de celles-ci, qui ne concerne que les processus de production de biens et services, et y inclure toute la sphère du contrôle (direction, coordination, régulation) de ces processus, qui est soumise, elle aussi à des impératifs (tout aussi "objectifs") d'efficacité de la collecte, de la circulation et du traitement de l'information. Dans cette optique il n'est plus du tout évident que le progrès technique au sens large (à ces deux niveaux) appelle, en lui-même, une telle radicalisation du schéma de l'économie de commande. En effet, l'industrialisation des techniques, en contrepartie d'une certaine simplification des unités de production et de travail de base, complique le système de leurs inter-relations et rend qualitativement plus délicate l'organisation de ce système. Ceci impose techniquement une certaine déconcentration de cette gestion et tend donc à limiter l'extension avantageuse du processus de spécialisation et concentration des processus de production et de travail de base.

Dans certaines activités, où les processus de production restent, malgré les progrès, particulièrement complexes, hétérogènes et mal maîtrisés, cette contrainte est spécialement forte. C'est le cas de la plupart des activités agricoles, du fait notamment de leur caractère biologique et de leurs dépendances du sol et du climat (cf infra).

L'insuffisante prise en compte de ceci dans l'"industrialisation agraire" de type soviétique aboutit nécessairement à des mécomptes économiques : les interrelations entre grosses sous-unités étroitement spécialisées et le contrôle "qualitatif" de chacune de celles-ci ne pouvant être que très imprécisément gérés par les directions distantes des macro-unités, ces sous-unités sous optimisent leur fonctionnement, ce qui conduit à une sous-optimisation globale. Certes ce schéma diminue les "réserves" dissimulables et nécessaires aux sous-unités, par rapport à celui ou celles-ci sont complexes et de petite taille.

(1) Cf A. POULIQUEN (op. cit.) Mais cette mutation industrialiste, comme nous l'expliquons dans nos publications, s'explique en même temps comme une réponse, propre au système soviétique, à l'apparition, dans les années 70, d'un marché tendu de la force de travail, surtout s'agissant de celle qui est mâle, jeune et qualifiée. Pour l'attirer et la retenir à la terre, il faut désormais lui fournir des conditions de travail et de vie comparables à celles de l'industrie et des services : travail régulier, sans pénibilité physique ni astreintes excessives, congés et week-ends assurés, etc. En bref la jeune génération refuse les anciens traits "paysans" du travail agricole, mais, par contre, semble mieux accepter les contraintes et formes de contrôle propres à une organisation de type industrialiste.

(2) BASHMACHINKOV V.F. (5) p. 65-83 et (6) pp. 104-116 ; KATORGUIN A.I.-KOLOSKOV (18) ; KATORGUIN A.I. (19).

De ce fait, compte tenu de la faible aptitude intrinsèque du système soviétique à opérer une déconcentration économique réussie de petites unités complexes (cf infra), il peut conduire à certains gains économiques ou productifs, par rapport à un schéma de sous-unités complexes composées et économiquement guidées de façon irrationnelle (brigades de motoculture polyvalentes traditionnelles), du moins dans les productions qui se prêtent le moins mal à une industrialisation. Mais ces gains sont limités par la fatale imperfection du système central de coordination et de contrôle des grosses sous-unités spécialisées.

E/ LA DECONCENTRATION ECONOMIQUE PARTIELLE ASSOCIEE AUX STIMULANTS ECONOMIQUES

Elle consiste à définir la taille et la composition d'activités, des sous-unités, de manière à tendre vers un compromis économiquement optimal (relativement à des conditions techniques et sociales données) entre :

- d'une part les avantages "objectifs" de la division du travail et de la concentration dans les processus de production,

- d'autre part ceux qui peuvent découler, du point de vue de la qualité du contrôle de ceux-ci, d'une taille modeste et d'une complexité raisonnée de la sous-unité.

En même temps, la sous-unité s'autocontrôle d'une manière qui est indirectement téléguidée, au moins en partie, par un système simple de variables économiques (système de prix et règles de stimulation de la direction et des membres de l'unité, en fonction de ses résultats économiques : production et coût en valeur, marges brutes, profits, etc.)

L'histoire économique de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'Est est faite de tâtonnements et d'aller-retour périodiques dans le degré et les formes d'application de cette voie. Il n'est pas possible ici de s'engager dans une réflexion systématique sur les déterminations, formes et degrés de ces "spasmes" de réformisme décentralisateur, ni sur les raisons de l'importance particulièrement marquée et durable de cette voie en Hongrie (1). Dans ce cas particulier, on sait qu'elle est poussée jusqu'à laisser une grande dose d'initiative aux entreprises, non seulement dans la planification et la gestion courante de leur activité de production et d'échange, mais même dans la diversification de celle-ci, et dans la fixation de certains prix, et à soutenir activement le fonctionnement et la modernisation d'un secteur privé vraiment intégré au secteur socialisé et non pas seulement parallèle.

Ailleurs à l'Est, et notamment en U.R.S.S., le processus de décentralisation économique est beaucoup plus limité, contrôlé et précaire (2). Suivant les périodes et les secteurs, on tend à localiser cette logique à divers niveaux (ou à une combinaison de ceux-ci). Ce peut être surtout des niveaux intermédiaires et plus ou moins concentrés (entreprises, "complexes" territoriaux "unions industrielles" ou "de production" à caractère sectoriel : dans ce cas l'économie de commande fonctionne à l'intérieur de ces macro-unités) ou au contraire celui des collectifs élémentaires de travail ou encore une combinaison des deux.

(1) Cf A. POULIQUEN (45), (48), (60)

(2) Cf SOKHOLOFF G. (30) et LAVIGNE M. (23)

Il semble que l'on donne aujourd'hui, en U.R.S.S., une importance spéciale et renouvelée aux collectifs de travail autonomes (1). En agriculture, (cf supra) cela se traduit par la logique de la brigade ou du zveno "noyau" et encore plus nettement par celle du collectif "sans ordres" (2).

Il faut souligner que cette logique ne tend pas vraiment à renverser celle, dominante en agriculture (avec sa restructuration industrialiste des années 70) de rationalisation de l'économie de commande par simplification des structures de production. En effet, d'une part, dans leur conception même, ces "collectifs noyaux" sont tout de même simplifiés (c'est-à-dire concentrés et spécialisés) au maximum compatible avec leur fonctionnement comme unités économiquement responsables et "stimulables". On n'y trouve qu'un assortiment minimal de productions et de tâches productives complémentaires, avec les matériels correspondants. D'autre part, rien n'indique, dans l'immédiat, que cette logique d'unité complexe doive remonter à des niveaux supérieurs. Au contraire, le mot d'ordre concernant les kolkhozes et les sovkhoses reste encore celui de leur spécialisation et de la concentration des ateliers de production (par association inter-entreprises notamment). Il s'agit donc d'un simple compromis minimal passé avec cette logique au niveau des cellules productives de base de l'agriculture : les collectifs élémentaires de travail.

Mais ceci soulève la question : ce compromis est-il applicable en grand et avec un plein succès économique ?

Comme on l'a vu les informations disponibles d'origine soviétique nous encouragent à en douter. En dépit d'une campagne favorable au zveno agricole "sans ordres", dans l'appareil de direction et dans certains instituts de recherche, s'appuyant sur des exemples observés très prometteurs, leur extension reste minoritaire (1/3 des collectifs environ). Mais elle est déjà suffisante pour que l'on puisse en attendre logiquement, compte tenu de ces exemples, une amélioration significative des résultats globaux de l'agriculture soviétique. Or celle-ci n'est guère observable depuis 75. A lire entre les lignes les travaux des partisans de cette forme, il semble que, dans un grand nombre de cas, son extension et surtout son bon fonctionnement se heurtent concrètement au non respect des conditions nécessaires (3) ;

- assurance effective des moyens de production, suffisante et régulière en quantité et qualité,
- autocooptation effective d'un collectif psychologiquement uni,
- niveau suffisant d'indépendance productive et de plein emploi de la force de travail et des moyens,
- cohérence de la combinaison terre, main-d'oeuvre, moyens matériels, productions choisies, objectifs planifiés, etc.

Les auteurs soviétiques mettent souvent en cause l'insuffisante "attention" ou "compréhension" de l'encadrement des entreprises, en ce qui concerne la satisfaction de ces conditions (3). Sous ces prudents euphémismes, il y a de bonnes raisons de penser que se dissimule en fait une combinaison d'inaptitude et d'opposition à cette forme, chez cet encadrement des entreprises. Quand on a pris le goût et l'habitude de l'exercice d'un pouvoir hiérarchique absolu, accompagné de la monopolisation du savoir autorisé, de l'initiative, de

-
- (1) En attendant un nouveau "spasme décentralisateur" de portée plus large qui semble imposé aujourd'hui par la tendance générale à la stagnation économique surtout en agriculture et que certains indices semblent annoncer.
- (2) Qui n'est autre que celle dite de la méthode de "Chtckekino" dans l'industrie.
- (3) KATROGUIN A.I. (19). Dernier chapitre.

l'intelligence globale d'un processus de production complexe, on conçoit qu'il soit difficile de passer à une gestion à base de conseils diplomatiques et de négociations avec des collectifs autogérés de paysans à qualification complexe et ayant perdu leur ancienne docilité de purs exécutants, étroitement spécialisés, ou de manoeuvres polyvalents mais déqualifiés.

En fait, au-delà de ces explications immédiates et "subjectivistes" joue tout l'ensemble de traits fondamentaux du système qui s'oppose au fonctionnement rigoureux d'une déconcentration économique, même très modestement limitée à des collectifs de travail élémentaires :

- d'une part on peut se demander si la mutation des comportements et des systèmes de valeurs, qui serait nécessaire chez les cadres de l'entreprise agricole (et, au-delà, dans tout l'appareil de direction de l'agriculture) est compatible avec ceux que tout le système en vigueur de leur formation, de leur sélection et de leur carrière tend à promouvoir. Alors qu'il y faudrait beaucoup d'initiative organisatrice, de combativité et d'esprit créatif, on tend plutôt à primer chez eux l'esprit de discipline et de subordination hiérarchique, c'est-à-dire celui qui convient au schéma dominant de l'économie de commande.

- d'autre part, on ne voit pas par quel miracle les inévitables dysfonctionnements du système planifié qui se traduisent par une certaine incohérence dans le système de flux de marchandises, d'information et d'ordres qui s'impose aux sous-unités supérieures (kolkhozes et sovkhoses par exemple) (1) ne se prolongeraient pas par les mêmes effets au niveau des "zvenos sans normes" : défauts d'approvisionnements en moyens de production ou en force de travail, plans trop ou pas assez "tendus" etc. (2)

Les faits observés, comme le raisonnement logique, semblent donc accréditer, pour le moment, l'hypothèse d'un effet d'amélioration économique et d'une extension nécessairement médiocres de la déconcentration économique par les zvenos sans normes.

Pourtant les difficultés économiques actuelles de l'agriculture et du système soviétique global, devraient logiquement pousser les autorités à un rigoureux effort améliorateur dans cette direction. C'est pourquoi cette question méritera, dans l'avenir proche, une attention suivie.

F/ LE CONTROLE "COLLECTIF" DES PERSONNES

Lorsque les économistes occidentaux soulèvent effectivement la question du contrôle central du système économique soviétique, il est fréquent qu'ils limitent leur analyse à la combinaison du fonctionnement et des dysfonctionnements de l'économie de commande avec les correctifs de la déconcentration économique, en y ajoutant ces derniers temps, une réflexion sur les mécanismes de la "seconde économie". Ce faisant, ils tendent à faire abstraction du rôle économique à notre avis pourtant essentiel, d'une troisième voie de contrôle social très spécifiquement développée dans le système soviétique, qui est ce qui nous appellerons le "contrôle collectif des personnes" (pour éviter des expressions

(1) Cf SMITH (32)

(2) Cette constatation est d'ailleurs de portée générale dans l'économie soviétique l'expérience des vagues décentralisatrices, que celle-ci a connue, a montré la contradiction logique existant entre le maintien, pour l'essentiel, d'une planification directe, et l'emploi pleinement réussi des stimulants micro-économiques. Il semble qu'il soit nécessaire ici de pratiquer le "tout ou rien", c'est-à-dire soit la généralisation d'un mécanisme économique de planification indirecte (à la Hongroise) soit la réduction à un rôle minime des "leviers économiques".

inadéquates comme contrôle "idéologique", ou "politique", etc.). Pourtant les sources soviétiques brutes (1) et les acquis récents de l'analyse sociologique du système soviétique sont assez riches sur ce sujet (2), mais semble-t-il, sans qu'on en exploite les implications socio-économiques (3).

1. Le collectif de travail de base, rouage essentiel et actif du mécanisme général extra-économique d'intégration et de soumission des comportements individuels.

Du point de vue du mécanisme central de contrôle et de reproduction sociaux, dans le système soviétique, le collectif ("kollektiv" en russe) des membres d'une sous-unité de base, c'est-à-dire pour nous l'entreprise agricole et chacune de ses sous-divisions (brigade, zveno, détachement, etc.) ne se réduit nullement à une unité économique ni à un simple organe d'exécution d'ordres .

C'est aussi, et surtout, un lieu et un mécanisme actifs de reproduction du système général de pouvoir sur les individus, qui dépasse largement (et transcende) celui, dominant à l'Ouest, qui passe par leur position de vendeurs isolés de force de travail salariée et d'exécutants subalternes d'ordres passant par une hiérarchie fonctionnelle.

Il n'est pas possible ici d'en faire plus qu'une présentation réduite à l'essentiel (4) :

- d'un côté ce système de contrôle est hiérarchisé et au service de toutes les hiérarchies propres au système : celles, subalternes, qui sont internes au collectif de base et celles supérieures auxquels il est soumis,

- mais en même temps, c'est là que réside son efficacité, il est activement "autogéré" par le collectif de base lui-même.

a) Les institutions du contrôle et de "l'autocontrôle" du collectif

En effet il existe à cette micro-échelle, un système très fin et complexe d'institutions qui assurent en permanence une intégration et une surveillance mutuelle de la conformité des comportements individuels des membres du collectif (au travail et en dehors du travail) et la mobilisation cohérente de toutes leurs initiatives dans le sens de la "ligne" et des priorités du moment, définies centralement. D'un point de vue systémique, ces organismes sont analogues à un système de neurones, irriguant la cellule sociale de base qu'est le collectif, à partir du système nerveux central qu'ils prolongent. Plus précisément il s'agit de micro-organismes d'orientation et de régulation articulés et subordonnés aux macro-organismes correspondants.

L'axe central et unificateur de ce système est la cellule du Parti, bien entendu soumise aux niveaux supérieurs de cette organisation, mais son rôle est démultiplié par d'autres organismes (komsomol, union des femmes, syndicat, groupes d'innovation, etc.).

(1) BASCHMACHINKOV (3) pp. 10-16, cité sur ce point en annexe II, mais aussi WINDERBERGER et alii (37)

(2) Cf notamment KERBLAY B. (21), ZINOVIEV A. (39)

(3) Mais cet aspect de la question est bien développé, pourtant, dans BRENDER A. (9), utilisant en cela les travaux de HOUGH J. (15) et dans RAKOVSKI M. (27). Cf aussi LAVIGNE M. (23), SMITH (31)

(4) Cf (39), (3)

b) Les instances du contrôle-autocontrôle du collectif

Cet ensemble d'institutions met en oeuvre des instances multiformes de mobilisation et de contrôle : réunions diverses d'analyse critique de l'activité et d'interprétation concrète de la "ligne générale", des recommandations et instructions centrales (par exemple "conférences de production", consultations pour la préparation du Plan et le suivi de son exécution), des réunions de formation, d'information et de culture générale, des excursions guidées, les "samedis communistes", les campagnes d'émulation socialiste, les "tribunaux de camarades", etc.

Ce système tend à couvrir tous les aspects de la vie collective de travail et hors-travail et même, dans une certaine mesure, à contrôler indirectement la sphère individuelle. Il tend à transformer à un moment ou à un autre, tous les membres du collectif en militants, spécialisés dans un aspect plus ou moins modeste de la vie collective.

c) Les incitations matérielles et morales au service du contrôle collectif

Enfin, ce système de contrôle utilise une batterie complexe d'incitations individuelles, matérielles et morales, qui sont très loin de se réduire à la modulation du salaire, et de l'avancement dans la hiérarchie fonctionnelle, en fonction de la qualité, de l'intensité et de la qualification du travail fourni. Citons notamment : l'accès effectif aux droits élémentaires ou à des avantages particuliers dans le domaine des vacances, du logement, du loyer individuel, des voyages (à l'intérieur du pays ou à l'étranger), de la formation, de la culture, des soins ("cures"), de la migration professionnelle, etc. ; l'avancement dans des hiérarchies non professionnelles et pour des raisons non directement professionnelles (Parti et organisations de masse, etc.) ; les gratifications honorifiques diverses (décorations, titres, etc.) et les sanctions symétriques (blâmes, etc.) ; enfin le contrôle collectif passe aussi par une certaine prise en charge affective, morale et idéologique des individus par le groupe (rôle des fêtes, et célébrations diverses, etc.)

2. Le collectif de base sujet élémentaire du système complexe de contrôle social

L'ensemble de ce système d'organismes, d'instances et d'incitations tend à faire du "collectif" de travailleurs (au niveau de l'entreprise et à celui du collectif élémentaire de travail) une totalité intégrée, organique, une sorte de sujet collectif, hors duquel l'individu n'existe guère socialement et n'a que très peu de possibilités d'action, de vie, et de droits réels. En bref, c'est ce sujet collectif, et non pas l'individu, qui est le vrai sujet élémentaire du système (1)

Dire qu'il s'agit d'un "sujet" et non d'un simple "objet" du système signifie que c'est un lieu réel d'initiative intelligente (2) et de mobilisation partiellement autonome des énergies physiques et mentales des membres du collectif et non pas seulement un simple organe d'exécution mécanique et passive d'ordres centraux détaillés. Mais en même temps ce sujet est structuré de manière à ce que son fonctionnement soit contrôlable, indirectement orientable, à partir des niveaux supérieurs du système, par une voie non principalement économique et administrative.

(1) Cf (3) pp. 9-10 et (39)

En ce sens, cette voie ne fait que prolonger vers ces niveaux supérieurs les mécanismes de contrôle de conformité et d'intégration des comportements individuels, internes aux collectifs de base. Mais ces mécanismes s'appliquent cette fois aux dirigeants de ces collectifs. Le comportement de direction de ceux-ci est à son tour contrôlé par certains organismes, dont l'élément unificateur et dominant est encore une fois le Parti, à un niveau plus élevé (dont le dirigeant est d'ailleurs souvent membre lui-même). Ces organismes utilisent aussi un certain nombre d'instances (réunions diverses) et d'incitations-sanctions (notamment les carrières et un certain nombre d'avantages définis avec précision à partir d'un certain rang hiérarchique, par la "nomenklatura").

Au total on vérifie donc que, du point de vue du contrôle central, ce sujet élémentaire, qu'est le collectif de base, est loin de se réduire à une dimension de sujet économique, c'est-à-dire essentiellement guidable par des leviers économiques ni ni à celle d'un simple organe administratif subalterne d'exécution.

3. La nécessité et l'utilité socio-économiques du "contrôle collectif des personnes" comme correctif des dysfonctionnements de l'économie de commande

Compte tenu de toutes ces caractéristiques, cette troisième voie soviétique du contrôle social, que nous qualifions de contrôle "collectif", n'est pas seulement vitale, comme on le pense encore souvent à l'ouest, au niveau politico-idéologique de la reproduction du système de pouvoir en vigueur. D'un point de vue strictement économique et bien qu'elle ne soit pas en elle-même économique, elle est également un complément vital du système de l'économie de commande, même corrigé (mal comme on l'a vu) par les régulateurs économiques. En effet, elle est nécessaire pour limiter ou corriger partiellement les dysfonctionnements socio-économiques inévitables de ce système, de deux manières, étroitement interreliées :

a) D'un côté "le contrôle collectif" sert à corriger les graves inconvénients économiques des tendances spontanées à l'atomisation, à la passivité et à l'irresponsabilité des comportements individuels au travail des travailleurs de base (1). Ces tendances sont en partie déterminées par l'industrialisation et l'urbanisation des formes collectives d'organisation du travail et de la vie en général.

On connaît bien aussi cette tendance dans le système capitaliste industrialisé occidental. Mais celui-ci dispose de moyens spécifiques, jusqu'à présent très efficaces, pour la limiter et surtout en contrer les inconvénients économiques directs.

D'une part les mécanismes spontanés d'auto-régulation économique, dominants à tous les niveaux du système capitaliste (marchés des produits, de la force de travail, des capitaux et de l'information, appropriation privée des capitaux et des profits) y exercent dans l'ensemble une pression cohérente et décisive, y compris au niveau des comportements individuels et collectifs au travail.

(1) Cf BASHMACHINKOV (3) pp. 16 et 17.

D'autre part, les formes associatives multiformes, spontanées et autonomes, de socialisation des individus (syndicats, partis, associations diverses) jouent un rôle complémentaire d'intégration solidaire des individus dans des processus organisés et responsables de régulation globale par des contre-pouvoirs. Ceci contribue efficacement à contrer les inconvénients économiques de l'atomisation (1) à l'Ouest.

Au contraire, le système soviétique, par nature, ne peut, sur ce plan, que faiblement compter sur l'efficacité de la première de ces voies d'intégration, de stimulation et de contrôle des comportements individuels, c'est-à-dire sur la pression des marchés autorégulés et de la concurrence économique (2). S'agissant notamment de la pression du marché du travail, on notera qu'elle est très affaiblie (dans ce sens) par l'absence d'une véritable "armée industrielle de réserve" de chômeurs et d'immigrés du "Sud". D'autre part, le fait que les salaires sont faibles, et souvent sans pouvoir d'achat réellement garanti en qualité et quantité, donne une importance plus (et de plus en plus) décisive au contrôle social exercé à travers l'allocation sélective et hors marché de consommations individuelles et collective (logement et vacances 1/2 gratuits, circuits d'alimentation privilégiés et subventionnés, accès conditionnel aux jardins ouvriers et lopins individuels de terre, etc.) Cette allocation passe précisément par le "contrôle collectif" dont nous parlons ici et n'est pas elle-même asservie étroitement et mécaniquement, comme elle serait dans une entreprise capitaliste occidentale de type "paternaliste" ou "patriarcal" (c'est-à-dire employant ce type d'allocation hors salaire), aux impératifs de rentabilité et de compétitivité sur les marchés subis par l'entreprise.

De même pour contrer une tendance à l'atomisation de la résistance ouvrière par la passivité et l'irresponsabilité dans le travail, le système soviétique ne peut pas, par nature, utiliser ce moyen complémentaire d'intégration-régulation sociale qu'est l'associationnisme, et notamment le syndicalisme autonome, spontané, fonctionnant comme contre-pouvoir. C'est une deuxième raison fondamentale de la nécessité du mécanisme spécifique d'intégration et de contrôle social qu'est le "contrôle collectif des hommes". Celui-ci est capable de mettre en jeu leur responsabilité collective, sans recourir à leur association autonome, ni pour l'essentiel, aux régulations économiques.

b) D'un autre côté le contrôle collectif sert, de façon également vitale, à limiter l'extension sauvage de la "marge de manoeuvre autonome" ("les réserves") nécessaire aux sous-unités (entreprises et collectifs élémentaires de travail) et à canaliser son emploi dans un sens utile à la reproduction économique d'ensemble. On a vu en effet que ni la rationalisation structurelle de l'économie de commande (simplification des processus élémentaires contrôlés), ni le recours partiel aux "leviers économiques" ne suffisaient à assurer un tel résultat. On a vu aussi que, de ce fait, les tendances spontanées (et logiques) des sous-unités à l'accumulation-dissimulation de réserves et à la diversification sauvage de leurs activités, risquent en permanence de dégénérer en un processus cumulatif de perte de contrôle par le Centre, et de décomposition économique et sociale générale du système par la contagion et le caractère cumulatif des phénomènes de rentes et de maffias, notamment.

 (1) Par exemple on peut notamment considérer que l'existence d'organisations et de luttes syndicales fonctionne à l'Ouest comme substitut au moins partiel, à des formes individuelles de résistance ouvrière comme la passivité, le sabotage qualitatif, le vol et l'absentéisme systématique.

(2) Cf SMITH (31)

c) Enfin à un niveau plus élevé des rapports entre sous-unités du système (collectifs de travail, mais aussi entreprises, unions de production, complexes, etc.) l'appareil du contrôle collectif des personnes, et tout particulièrement le Parti en tant que tel, joue un rôle capital de régulation, d'intermédiation, dans le sens du rétablissement de la cohérence, de l'unité du processus économique d'ensemble (2).

Le plan et les leviers économiques annexes ne peuvent empêcher par eux-mêmes (et appellent même nécessairement) des incohérences qualitatives et quantitatives spontanées assez graves entre ce qu'une unité produit (ou ce que fournit le service général d'approvisionnement (1)) fournit et ce dont une unité située en aval a besoin. Le Parti, aux niveaux concernés par ce problème a alors les moyens et le devoir d'intervenir pour corriger autant que possible cette incohérence, en tant qu'il contrôle tous les responsables directs de celle-ci.

Ceci n'est qu'un exemple de ce type d'action correctrice mais nous ne nous étendrons pas sur celui-ci, qui ne concerne qu'assez faiblement notre problème d'organisation du travail (si ce n'est pour ce qui relève de la coordination entre collectifs élémentaires de travail).

Plus généralement le Parti joue, en ce sens, un rôle économique fondamental de lutte pour l'unification d'un système menacé en permanence d'éclatement par les tendances particularistes et corporatistes spontanées de chacun de ses sous-ensembles.

4. Les dysfonctionnements de l'économie de commande et des régulations économiques, sources d'efficacité intrinsèque du contrôle collectif des personnes

Le contrôle collectif des personnes n'est pas seulement un instrument de correction des dysfonctionnements inévitables de l'économie de commande imparfaitement corrigés par les "leviers économiques". Inversement et jusqu'à un certain point (cf infra) il se nourrit de ces dysfonctionnements mêmes, en tire la possibilité de son propre exercice. Ceci s'observe à deux niveaux :

a) En ce qui concerne le contrôle des individus et de leurs collectifs en général.

Ces dysfonctionnements se traduisent par des pénuries quantitatives et qualitatives des biens et services de consommation, relativement au pouvoir d'achat distribué, et par un faible rôle régulateur des prix et des revenus. Or ce sont précisément ces pénuries qui donnent toute sa portée à l'emploi sélectif du rationnement (au sens large incluant les circuits privilégiés, les avantages en nature aux individus et aux groupes, etc.) comme instrument d'incitation et de sanction au service du "contrôle collectif des personnes". On peut même aller plus loin et se demander si certains de ces dysfonctionnements apparents en sont vraiment et ne sont pas, au moins jusqu'à un certain point, entretenus volontairement.

(1) GOSSNAB ; SELHOZTEHNIKA pour l'agriculture

(2) RAKOVSKI (27) ; BRENDER (9) ; HOUGH (16)

Considérons par exemple, le maintien à des niveaux artificiellement faibles, généralement très inférieurs aux coûts de production et, en tout cas, aux prix d'équilibre sur les marchés de détail, des prix des biens de consommation de base (alimentation, logements, etc.). Il faut bien constater que ceci, non seulement, comme on l'a vu plus haut, enlève tout souci aux planificateurs quant à l'écoulement rapide de ces biens, mais facilite aussi une distribution sélective utile au contrôle collectif des personnes.

b) Quant aux directions des sous-unités (d'entreprises, de complexes, collectifs de travail, etc.), le fait de devoir agir en permanence à la limite ou au-delà de la légalité, des règlements et des normes en vigueur (qui sont d'ailleurs ambigus et contradictoires), en ce qui concerne les "réserves" et les activités parallèles de production et d'échange, les entretient nécessairement dans un sentiment de crainte et de précarité de leur statut, donc dans une relation de soumission étroite et personnalisée à l'égard des niveaux supérieurs de l'appareil administratif et du Parti. Ceci ne peut qu'accroître l'efficacité du contrôle "collectif des hommes" en ce qui les concerne. En particulier ceci limite l'extension des pratiques de rentes excessives ou du type maffia, d'autant plus que ces directeurs sont aussi sous la surveillance du personnel de leur sous-unité, dans le cadre des organes et instances collectives de celle-ci.

Par ailleurs les dysfonctionnements de l'économie de commande à leur niveau conduisent couramment aussi ces directions à solliciter des modifications au schéma normal de leur activité planifiée : révisions en baisse du Plan, subventions, dotations supplémentaires en moyens de production et en main-d'oeuvre. Ceci aussi est un mécanisme d'entretien de leur soumission personnelle aux niveaux supérieurs, qui entre dans le champ du "contrôle collectif des hommes".

Tout ceci n'est d'ailleurs pas sans rappeler formellement les mécanismes d'inféodation des personnes à base de prébendes et de protections verticales, propres aux sociétés dites "féodales"

5. Les limites de l'emploi du contrôle collectif des personnes et son inconsistance économique.

Il convient de ne pas pousser trop loin le raisonnement précédent sur l'utilité d'un certain dysfonctionnement de l'économie de commande et des leviers économiques pour un renforcement du contrôle collectif des personnes :

a) En premier lieu, il s'agit là d'un procédé à double tranchant du simple point de vue de cette voie de contrôle. En effet si ce dysfonctionnement se traduit à tous les niveaux, par des pénuries utilisables par cette voie, il se traduit aussi symétriquement, on l'a vu, par la nécessaire constitution de "réserves" plus ou moins occultes, et au-delà par la cristallisation de rentes, et le développement d'une "économie seconde" plus ou moins parallèle et mal contrôlable, pouvant aller jusqu'au développement de réseaux parallèles de pouvoir du type "maffia". Tout ceci accroît l'ampleur de la tâche corrective qui revient surtout au "contrôle collectif des personnes", tout en compliquant l'exercice de cette tâche. Autrement dit, si cette voie de contrôle qui, d'une certaine façon, relève d'une organisation centralisée et systématisée des rentes et des rapports de soumission des personnes, pousse trop loin l'emploi de moyens matériels (l'organisation et l'exploitation des pénuries) elle nourrit sur son propre terrain une sorte de cancer social (1).

(1) C'est bien une des raisons pour lesquelles cette voie de contrôle doit aussi employer des moyens idéologiques.

D'une manière analogue, et en se situant directement sur le plan économique on notera au passage que :

- admettre et pérenniser volontairement certains types de dysfonctionnements de l'économie de commande (notamment une certaine dose d'ambiguïté et de laxisme dans les plans locaux et les règlements) de manière à laisser un certain champ d'action à "l'économie seconde", considérée comme un complément précieux et même vital de l'économie de commande (ce qu'elle est d'ailleurs), n'est pas sans danger. Car cette "économie seconde", suivant les cas, peut aussi bien fonctionner de façon parasitaire ou semi-parasitaire, compromettre l'exécution des plans, et à la limite décomposer l'économie de commande, que la compléter harmonieusement.⁽²⁾ D'où l'intérêt, plus ou moins avoué, porté actuellement en URSS à l'expérience hongroise de l'étude de l'officialisation, de la rationalisation et de la modernisation de "l'économie seconde" et de son articulation organisée avec le secteur socialisé. Elle tend alors à cesser d'être "parallèle" et mal contrôlable pour devenir vraiment complémentaire, connue et contrôlable. Mais cette voie est probablement étroitement liée au fonctionnement en Hongrie d'un "mécanisme économique" très décentralisé dans le secteur socialisé lui-même.

b) L'inconsistance économique intrinsèque du contrôle collectif des personnes

Même si elle peut constituer un instrument économiquement précieux, la logique du contrôle collectif des personnes n'est en elle-même, porteuse d'aucune rationalité économique définie. Elle est économiquement aveugle. Ce n'est pas surprenant, puisqu'il s'agit d'un mécanisme de soumission et d'intégration des hommes et des groupes en tant que tels et non en tant qu'agents économiques, ou en tant que simples exécutants d'ordres.

Autrement dit elle n'est économiquement utile que pour mieux asservir les initiatives individuelles et collectives à la logique de l'économie de commande et à celle des leviers économiques annexes. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut atténuer les inévitables dysfonctionnements de ces logiques économiques, les empêcher de prendre un caractère cumulatif, et si possible, mais plus difficilement, les corriger conformément à "l'esprit" de leur fonctionnement normal ou optimal (1).

L'utilité de ce contrôle collectif des personnes ne se manifeste donc que dans la mesure où la mobilisation, par les sous-unités, de leurs réserves est guidée économiquement par des indicateurs ayant un minimum de clarté, de cohérence et de rationalité, dans un sens économiquement bénéfique à l'ensemble du système. Il faut aussi, bien sûr, que ces sous-unités puissent surmonter d'une manière quelconque, plus ou moins réglementaire, les pénuries des moyens indispensables à une efficacité économique accrue.

Ces conditions limitent singulièrement la portée correctrice, sur le plan économique, de cette voie de contrôle. Bien que vitale, celle-ci n'est donc en aucun cas, l'outil miracle dispensant le système d'un effort permanent de rationalisation de l'économie de commande et de ses leviers économiques annexes.

(1) De même manière qu'elle peut rendre ce type de service à l'intérieur de certaines firmes capitalistes ou autres institutions occidentales où on cultive, chez les salariés, par un certain nombre de moyens matériels et moraux extra-économiques, une intériorisation profonde des objectifs de l'entreprise, en même temps qu'une soumission aux hiérarchies en place.

(2) Cf DUCHENE G. (40)

Paradoxalement ce sont les imperfections de cette économie de commande et de ces "leviers" qui nécessitent et permettent l'utilisation correctrice du "contrôle collectif", mais qui limitent en même temps son efficacité économique. De plus il faut bien voir que cette rationalisation a logiquement pour effet de diminuer son champ d'application et, à la limite, (si elle était parfaitement réussie) de s'y substituer. On peut d'ailleurs penser qu'elle répond en partie à une perte tendancielle d'efficacité des moyens idéologiques et économiques du contrôle des personnes, liée notamment à la tendance actuelle à la stagnation économique, qui limite les possibilités de ce moyen d'intégration sociale qu'est la perspective de carrières brillantes (ou du moins d'une montée dans les échelles hiérarchiques) pour beaucoup de jeunes.

c) Application en cas de l'organisation du travail agricole

La question de l'organisation du travail agricole collectif fournit une assez bonne illustration concrète à tout ce raisonnement:

- Dans les brigades de motoculture universelles traditionnelles, on l'a vu, le jeu efficace des stimulants économiques de la qualité du travail est malaisé. Mais en même temps le contrôle administratif étroit l'est tout autant, car la complexité même de la sous-unité impose de lui laisser une marge de manoeuvre occulte notable par rapport à ce contrôle.

Nous avons donc des "réserves" peu mobilisables par les leviers économiques et par la commande directe. Nous sommes donc dans le cas où le contrôle collectif des personnes devrait jouer un rôle correctif important, de mobilisation de ces "réserves".

Mais en fait, il le jouera difficilement au niveau des travailleurs de base car il n'est pas accompagné par une stimulation économique claire et simple de la qualité de leur travail, et se heurte souvent à des problèmes d'approvisionnement mal réglés et à un mode de direction externe et interne, plutôt autoritaire de la brigade.

- Si par contre, on met en oeuvre la théorie du "noyau", en constituant des brigades et zvénos de "mécanisateurs" réunissant les conditions (cf supra) d'une responsabilisation collective pour des résultats finaux du travail, une certaine efficacité du contrôle collectif des personnes peut accompagner et amplifier celle, souvent imparfaite, de cette stimulation économique. Mais dans le cas limite du zveno "sans ordres" (autonome) parfaitement constitué, la logique de la stimulation économique pure tend à dominer et à rendre inutile le contrôle collectif des personnes dans le travail courant.

- Enfin, envisageons le cas inverse d'une application radicale de la rationalisation de l'économie de commande (pas de brigades ou zvenos du type "noyau", grands détachements temporaires au travail parcellisé et dirigé centralement par l'état-major du sovkhoze ou du kolkhoze).

Dans ce cas les deux fonctions (cf supra pp. 29-30) du contrôle collectif des personnes se séparent l'une de l'autre :

D'un côté la fonction des responsabilisation collective pour la qualité, de lutte anti"atomisation" individuelle, devrait théoriquement continuer à jouer au niveau des collectifs de travailleurs de base. Mais ceux-ci sont, dans ce schéma, réduits à l'exécution mécanique d'ordres, et n'ont qu'une très faible marge de manoeuvre et la qualité économique de leur travail parcellisé est malaisément appréciable par eux et stimuable. Ceci gêne beaucoup, ou empêche l'efficacité économique correctrice du contrôle collectif de ces travailleurs, envisagé dans cette seule optique.

Au niveau de l'état-major de l'entreprise, par contre subsiste une responsabilité gestionnaire complexe, sur laquelle peut s'exercer l'autre fonction du "contrôle des personnes" combinée aux autres voies de contrôle (commande et "leviers").

Mais l'éclatement de ces deux fonctions, qui résulte de l'éloignement très marqué de l'initiative gestionnaire, par rapport au travail de base réduit à l'exécution de tâches parcellaires, diminue beaucoup l'efficacité de ce contrôle collectif des personnes en ce qui concerne la qualité de ce travail de base. En somme, le "sujet élémentaire" (cf supra p. 28) de ce contrôle est à la fois trop éclaté et concentré pour que ce dernier fonctionne bien. On tend alors à se rapprocher d'une logique pure de l'économie de commande, du moins à l'intérieur de l'entreprise.

Mais même dans ce cas, il semble que le contrôle collectif des personnes reste nécessaire dans les collectifs de base. Il est en effet significatif de lire, dans la littérature soviétique, qu'on recommande la formation de cellules du Parti, de groupes de komsomols, etc. jusque dans des groupes de travail agricole temporaires créés uniquement pour exécuter une opération culturelle ponctuelle (1).

De la même manière il reste aussi nécessaire dans les sous-unités rationnellement autonomisées du type "noyau". En effet, les chercheurs soviétiques qui plaident en faveur de ce type de collectif ne s'appuient pas seulement sur des raisonnements technico-économiques ; ils se réfèrent aussi très abondamment et explicitement au discours officiel sur les vertus irremplaçables des collectifs élémentaires, à la fois comme lieux essentiels d'intégration politique, idéologique, affective et morale des travailleurs et comme leviers essentiels de la mobilisation collective de leurs initiatives créatrices dans le domaine économique (Cf annexe II).

Cette référence est à notre avis tout à fait pertinente : elle montre bien que ni la radicalisation de la logique de commande, ni celle de la déconcentration économique, ne peuvent en pratique passer de la "béquille" du contrôle collectif des personnes, compte tenu de leurs nécessaires imperfections. Bien entendu la nécessité de ce contrôle ne s'explique pas seulement sur le plan économique, elle concerne plus largement tout le système de pouvoir en place.

(1) BASHMACHINKOV (3) p. 21

CONCLUSION

En définitive, la mise en relation des impératifs et des mécanismes généraux du contrôle social de l'activité économique et de la reproduction sociale globale dans le système soviétique, avec les spécificités techniques (relatives mais bien réelles) de l'agriculture, fournit des clefs essentielles d'explication du processus de restructuration de l'organisation du travail agricole collectif en U.R.S.S.

Nous avons vu notamment que c'est cette approche (intégrant bien entendu, quand il y a lieu, des considérations "micro-technico-économiques") qui permet de rendre compte :

- des insuffisances économiques notoires de la forme traditionnelle d'organisation, encore largement majoritaire, qu'est la "brigade de motoculture" à profil d'activité universel et à personnel nombreux,
- des fortes tendances au passage à une organisation "hyper-industrialiste" (très centralisée et parcellisée) du travail, suivant l'approche qualifiée par les soviétiques de "technico-structurale",
- des inévitables mécomptes économiques, en général, de cette tendance et de la limitation consécutive de son développement à une minorité des cas,
- de la nécessité du compromis raisonné qu'est le "système" du collectif "noyau" permanent (brigades "spécialisées" de mécanisateurs, zvenos de mécanisateurs du type "spécialisé" ou "complexe"), combiné avec des collectifs "périphériques" temporaires (détachements, zvenos technologiques, etc) ayant des niveaux raisonnés de spécialisation fonctionnelle et de concentration,
- des difficultés d'une pleine valorisation des avantages économiques de ce type de compromis (notamment sous la forme avancée du collectif "sans ordres" avec salaire égalitaire au temps), compte tenu des contradictions inhérentes au schéma dominant de l'économie de commande.

Mais bien entendu, il s'agit là d'un essai perfectible à plusieurs égards. S'il a permis d'explicitier et d'affiner notre grille et notre problématique générales d'analyse des questions agricoles à l'Est (1) et de les appliquer au cas de l'organisation du travail agricole d'une manière déjà relativement développée, cette application mérite d'être encore approfondie, notamment dans les directions suivantes :

- Il y a lieu de préciser la photographie (ou plutôt le film), encore un peu floue, de la combinaison des diverses structures et processus observables en matière d'organisation du travail, et de leurs effets socio-économiques respectifs.

Par exemple il faudrait avancer dans la mesure de l'importance et des résultats économiques comparés du mouvement des collectifs autonomes, des obstacles rencontrés, et aussi dans celle des formes très "industrialistes".

(1) Dans leurs grandes lignes, ce sont précisément celles qui structurent, depuis le début, tout notre travail sur ce champ.

- Il sera intéressant aussi de porter l'attention sur le cas des productions animales, pour lesquelles les analyses des spécialistes soviétiques du travail semblent relativement moins développées que dans le cas des productions végétales. Mais les informations disponibles semblent indiquer que ce premier cas confirme pour l'essentiel, tout en l'illustrant d'une autre manière, la pertinence de l'analyse appliquée au deuxième. Par exemple, on sait que, si l'approche industrialiste radicale fournit de bons résultats dans le cas de l'aviculture (en développement rapide), ceci est déjà un peu moins marqué dans l'engraissement des porcs et des jeunes bovins, et infirmé dans le cas de la production laitière et de l'élevage ovin, ce qui y inspire la recherche de compromis comparables à ceux de la production végétale.

Cette question continuera donc, de toutes façons, un des axes privilégiés de notre travail sur l'agriculture soviétique (et des autres pays de l'Est) D'autant plus qu'elle constitue bien un des niveaux déterminant les succès et difficultés économiques de l'agriculture soviétique et en même temps un "terrain" très révélateur pour une réflexion plus générale sur les mécanismes sociaux globaux du système soviétique, comme nous avons pu ici le constater.

0 0
0

BIBLIOGRAPHIE

- 11- ALEXEIEV I.G. - Socialjno-psikologicheskie aspekty formirovania trudovyh kollektivov (aspects socio-psychologiques de la formation des collectifs de travail) in Tihonov (op. cit infra) pp. 161-195 ; Moscou 1979.
- 2 - ATRYGANJEV S. - Kak luchshe organizovatj trud (comment mieux organiser le travail). Ekonomicheskaja gazeta n° 41 ; p. 19 ; octobre 1981.
- 3 - BASHMACHINKOV V.F. - Pervichnye trudovye kollektivi i ih rolj v povishenii effektivnosti celjskohozicustvennogo proizvodstva (les collectifs primaires et leur rôle dans l'élévation de l'efficacité de la production agricole) in Tihonov (op. cit) pp. 8-31 ; Moscou 1979.
- 4 - BASHMACHINKOV V.F. - OREHOV N.R. - Razdelenie truda mejdu pervichnymi trudnymi kollektivami v usloviah tehničeskogo progressa (la division du travail entre les collectifs primaires de travail dans les conditions du progrès technique) in Tihonov (op.cit) pp. 32-52 ; Moscou 1979
- 5 - BASHMACHINKOV V.F. - Ekonomicheskaja i socialjnaia effektivnostj hozraschetnyh kollektivov mehanizatorov (l'efficacité économique et sociale des collectifs de méncaisateurs à autonomie comptable) in Tihonov (op. cit.); pp. 53-90 ; Moscou 1979.
- 6 - BASHMACHINKOV V.F. - Proizvodstvennaia samostoiateljnostj hozraschetnyh mehanizatorskih kollektivov (l'autonomie productive des collectifs de mécanisateurs à autonomie comptable), in Tihonov (op. cit.) ; pp. 91-116 ; Moscou 1979.
- 7 - BASHMACHINKOV V.F. - Socialjno-ekonomicheskie voprosy upravlenia deiatelnostiu pervichnyh trudovyh kollektivov (les questions socio-économiques de la gestion de l'activité des collectifs élémentaires de travail) in Tihonov (op. cit.) pp. 247-275 ; Moscou 1979.
- 8 - BATURIN D.P. - Scekinsky metod v sovhozah leningradskoj oblasti (la méthode de Scekino dans les vovkhozes de l'oblast de Leningrad). Edition Lenizdat ; 107 p. ; 1980.
- 9 - BRENDER Anton - Socialisme et cybernétique - Calmann-Levy ; 220 p. ; Paris 1977.
- 10- CARRIERE P. - Les exploitations agricoles soviétiques - Université Paul Valéry ; 92 p. ; Montpellier 1979.
- 11- CLAYTON E. - "Agriculture in the soviet Union" -Communication au 2e congrès Mondial des études soviétiques et Est-Européennes ; 21 p. + 13 tables.
- 12- GIROUX A. - L'organisation de l'agro-industrie en U.R.S.S. - Le courrier des Pays de l'Est n° 198 ; pp. 3-15 ; juillet-août 1976 Paris

- 13 - GREBENNIKOVA L.A. - KATORGUIN A.T. - Sistema materialjnogo stimulirovania pervichnyh trudovyh kollektivov i organizacionnye formy eë primeneniia (le systèmè de stimulation matérielle des collectifs élémèntaires de travail et les formes organisationnelles de son application) in Tihonov (op. cit.) pp. 196-246 ; Moscou 1979
- 14 - GRAY K.R. - Soviet agricultural specializatiòn and efficiency; Soviet Studies ; volume 31 n° 4 pp. 542-558 ; octobre 1979
- 15 - HOUGH J. - The soviet prefects, the local party organs in industrial decision making ; Harvard University Press ; Cambridge, 1969
- 16 - IPATENKO I. - Otrasleyvaia sistema upravleniia i oplata za produkciu , le systèmè de direction par la branche et le paiement à la production) ; Ekonomika seljokogo hoziaistva n° 3 ; pp. 25-27 ; 1981.
- 17 - JURIKOV V. - Novye uslovia stimulirovania rabotnikovsovhozov (les nouvelles conditions de la stimulation des travailleurs des sovkhozes) ; Ekonomicheskaja gazeta n° 6 p. 18 ; février 1981
- 18 - KATORGUIN A.I.- KOLOKOV M.I. - Voprosy obosnonovaniia kolichestvennyh parametrov postoiannyh trudovyh kollektivov (les questions du fondement des paramètres quantitatifs des collectifs de travail permanents), in Tihonov (op. cit;) pp. 117-160 ; Moscou 1979
- 19 - KATORGUIN A.I. - Organizaciia trudovyh kollektivov v rastenievodstve (organisation des collectifs de travail dans la production végétale). Editions Rossel'hozizdat ; 184 p. ; 1979
- 20 - KURBAMCV I.D. - ROZOV V.E. - Novie formy organizacij truda v zemledel'niij (nouvelles formes d'organisation du travail en agriculture) ; Editions Moskovskij rabochij ; 143 p. ; 1979
- 21 - KERBLAY B. - La société soviétique contemporaine ; Armand Colin ; 304 p. ; 1977
- 22 - KERBLAY B. - Les problèmes de la socialisation dans le milieu rural soviétique Cahiers du Monde russe et soviétique XXI (3,4) ; pp. 249-277 ; juillet-décembre 1980
- 23 - LAVIGNE M. - Les économies socialistes soviétique et européenne ; Armand Colin ; Paris ; 437 p. ; 1979
- 24 - MAUREL M.C. - La campagne collectivisée ; Société et Espace rural en Russie , Anthropos Paris ; 290 p.
- 25 - NOVE A. - The soviet economic system (2e édition) George Allen et Unwin 384 p. ; 1980
- 26 - PERRET-GENTIL Y. - La paysannerie soviétique : la société paysanne ; Economie et Sociétés tome VIII n° 6 et 7 pp. 1071-1104 ; juin-juillet 1974
- 27 - RAKOVSKI M. - Le marxisme face aux pays de l'Est ; Savelli ; 205 p. Paris 1977

- 28 - REVUZ C. - Ivan Ivanovitch écrit à la Pravda ; Editions sociales ; Paris ; 292 p. 1980.
- 29 - SAVIN I. - Racionaljnaia organizacia truda: zalog uspeha (l'organisation rationnelle du , gage du succès), in Ekonomika sel'skogo hoziaistva n° 5 ; pp. 68-70 ; 1981.
- 30 - SOKHOLOFF georges - L'économie obéissante ; décisions politiques et vie économique en URSS ; Calmann-Levy ; 348 p. Paris 1976.
- 31 - SMITH G.A.E.- Economic and political rationality in the USSR. Communication au congrès mondial d'études soviétiques et Est-Européennes de Garmisch-Partenkirchen ; 3 p. ; 1980.
- 32 - SMITH G.A.E.- The "industrial problem of soviet agriculture". Communication au congrès mondial d'études soviétiques et Est-Européennes de Garmisch-Partenkirchen ; 126 p. ; 1980.
- 33 - TIHONOV V.A. (sous la direction de) - Pervichnyi trudovoi kollektiv v sel'skom hoziaistve (le collectif primaire de travail en agriculture) ; éditions Ekonomika ; 280 p. ; Moscou 1979
- 34 - WADEKIN K.E.-The soviet kolkhoz : vehicle of cooperative forming or of control and transfer of resources? in : cooperative and commune. Group forming in the Economic Development of agriculture ; Madison, Wisconsin ; the University of Wisconsin Press ; pp. 96-116 ; 1977
- 35 - WADEKIN K.E. - La rémunération du travail dans l'agriculture soviétique. Revue de l'Est ; volume 3 n° 4 ; pp. 5 à 28 ; octobre 1976.
- 36 - WADEKIN K.E. - Labor remuneration in the socialized agriculture of eastern Europe and the Soviet Union ; Studies in comparative communism vol XI n° 1 et 2 ; Printemps-été 1978 ; pp. 96-120.
- 37 - WINDENBERGER J. - LELAUBE A. - DUMONT J.P. - L'URSS : à l'ombre des héros ; Economica ; 287 p.
- 38 - WRONSKI H. - Rémunération et niveau de vie dans les kolkhozes ; Le Troudoden SEDES ; 230 p. Paris 1957.
- 39 - ZINOVIEV A. - Le communisme comme réalité ; Julliard - L'âge de l'homme ; 333 p. ; Paris 1981.
- 40 - DUCHENE G. - L'officiel et le parallèle dans l'économie soviétique. Libre n° 7 ; Payot ; Paris ; pp. 151-188 ; 1980

ANNEXE I

Publications de l'auteur sur les questions agricoles et alimentaires en URSS et dans les autres pays de l'Est.

- 41 - "Les coopératives rurales et la socialisation des campagnes polonaises" INRA ; Economie Montpellier ; Série études et recherches n° 16 (38 p.) ; 1975
- 42 - "Les coopératives rurales d'approvisionnement et d'écoulement et la socialisation des campagnes" - Communauté ; n° 38 pp. 118-134 ; déc. 1975
- 43 - "Les transformations de la politique agricole polonaise et leurs conséquences sur les formes du développement coopératif dans les campagnes" - Communauté n° 38 pp. 84-94 ; décembre 1975
- 44 - "Pologne : de la socialisation indirecte de l'agriculture à la reprise de la socialisation directe" -
1/ Economie Rurale ; Versailles ; (10 p.) 1976
2/ INRA-ESR ; Série département ; (20 p.) 1976
- 45 - "Hongrie : de la socialisation agraire à l'intégration agro-alimentaire" -
1/INRA-Economie ; Montpellier ; Série Etudes et Recherches ; n° 17 (37 p.) 1975
2/Economie et Sociétés (Cahiers de l'ISEA) ; n° 9, 10 (pp. 1631-1960) 1975
- 46 - "L'agriculture dans le processus de développement ; l'expérience des pays socialistes". Compte rendu collectif du séminaire international de Constantine. Université de Constantine (7 p.) 1976
- 47 - "3 semaines dans les campagnes chinoises" (compte rendu collectif d'un voyage d'étude de l'agriculture chinoise en août 76) ; Montpellier ; Institut Agronomique Méditerranéen ; (150 p.) 1976
- 48 - "Trois voies de restructuration agraire : Hongrie, Pologne, R.D.A.".
1/ Le courrier des pays de l'Est, n° 208 ; (pp. 20-25) juin 1977
2/ Série INRA-ESR ; (36 p. + annexes) ; août 1977
- 49 - "Transformations agraires dans le COMECON. Les cas Hongrois et Polonais" ; Montpellier ; INRA-ESR ; (114 p. + annexes) ; Série études et Recherches n° 29 (réédition groupée d'articles) ; 1977
- 50 - "Transformations agraires dans les Balkans" (Eléments d'observation et d'analyse fournis dans quelques comptes-rendus de mission récents en Roumanie (2 missions), Albanie (2 missions), Yougoslavie et Bulgarie ; Montpellier ; INRA-ESR ; 1979
- 51 - "Tchécoslovaquie : premiers éléments d'observation et d'analyse sur les transformations du secteur agro-alimentaire" ; Montpellier ; INRA-ESR (22 p.) 1979
- 52 - "L'industrialisation agricole en R.D.A. : nouveaux développements des contradictions et nouvelles solutions organisationnelles" ; Montpellier ; INRA-ESR (20 p.) ; Série Etudes et Recherches n° 40, repris dans la "revue d'Etudes comparatives Est-Ouest" n° 1 ; 1980 CNRS ; Paris
- 53 - "Tchécoslovaquie : la difficile marche vers l'autosuffisance et l'industrialisation agro-alimentaire" - Deux diffusions complémentaires
1/ Le courrier des Pays de l'Est n° 233 ; version abrégée (8 p.) octobre 1979
2/ INRA-ESR ; Montpellier ; Série Etudes et Recherches n° 45 (12 p.) septembre 1979

- 54 - "Europe de l'Est : vers l'autarcie agro-alimentaire de la zone ?" (réunion de préparation au VIII^e plan sur les marchés mondiaux agro-alimentaires) ; Montpellier ; INRA-ESR (5 p.), document revu, corrigé et développé sous le support suivant :
"Vers l'indépendance agro-alimentaire en Europe de l'Est ? ; INRA-ESR ; Montpellier ; Série Etudes et Recherches n° 49 (10 p. + annexes) nov. 1979
- 55 - "Originalité et succès relatif du développement agricole hongrois". Document interne INRA-ESR ; Montpellier (4 p.)
- 56 - "L'embargo américain contraint l'URSS à accélérer une course déjà ruineuse à l'indépendance alimentaire (6 p. + graphique). Le Monde (supplément économique) (29/1/80) ;
Cet article a été résumé dans le Monde ; (Dossiers et Documents) n° 77 janvier 1981
- 57 - "Crise de la politique agraire polonaise : comment sortir de l'impasse ?" Economie Rurale n° 139 ; Versailles (pp. 57-65) octobre 1980 ; repris et corrigé dans la série "Etudes et Recherches de l'INRA-ESR ; Montpellier n° 56 (15 p.) février 1981
- 58 - "Réflexions sur une étude de l'internationalisation agro-alimentaire en Europe de l'Est (URSS comprise)" ; Série études et Recherches n° 57 ; INRA-ESR Montpellier ; (29 p.) février 1981 ; à paraître dans Economies et Sociétés (cahiers de l'ISMEA) et dans un ouvrage collectif chez Pergamon
- 59 - "La question des transferts" dans le développement agricole en Europe socialiste (URSS et autres pays de l'Est)" ; Economie Rurale n° 144 (pp. 34-41) juillet-août 1981
- 60 - "Les agriculteurs des pays de l'Est à la recherche d'un nouveau modèle".
Le Monde des 9, 10 et 11 avril 1981
"I - La bataille pour l'autosuffisance
II - La mutation industrialiste
III - Le retard roumain et la déviance polonaise."
Cet article, a été résumé, corrigé et repris dans le "Bilan économique et social 1981" édité par "Le Monde" sous le titre : "Les pays de l'Est et la Recherche d'un nouveau modèle" (pp. 151-152) janvier 1982
- 61 - "Les transformations de l'organisation du travail agricole collectif et les mécanismes du contrôle social de l'activité économique en URSS ; INRA-ESR ; Montpellier ; janvier 1982.

ANNEXE II

Citations sur le rôle d'intégration sociale et de sujet élémentaire du contrôle social joué par le collectif élémentaire de travail (extraites de Tikhonov pp. 11-18)

- "L.I. BREJNEV, lors du 24e congrès du P.C.U.S. a souligné que :

..."Dans le développement et la démocratie socialiste, l'élévation du rôle de nos collectifs de travail, cellules fondamentales de la société socialiste, occupe une grande place". Dans les documents ultérieurs du Parti cette position a été confirmée et développée. La pratique de l'organisation de la gestion de la production a confirmé de façon évidente la croissance du rôle des collectifs de travail dans les sphères de l'activité économique, sociale et politique. La nécessité et la possibilité sont apparues de fixer, dans la Constitution soviétique, ces collectifs de travail en tant que principal élément du système politique. Dans l'article 8 il est spécifié : "les collectifs de travail participeront à l'examen et aux décisions des affaires de l'Etat et des affaires de la société, à la planification de la production et du développement social, à la formation et à la répartition des cadres, à l'étude et à la solution des problèmes de gestion des entreprises et des institutions, à l'amélioration des conditions de travail et de vie, à l'emploi des moyens consacrés au développement de la production, et aussi aux mesures socio-culturelles et à l'encouragement matériel.

Les collectifs de travail des entreprises industrielles, des chantiers de construction, des kolkhozes et sovkhoses s'avèrent ainsi être non seulement des objets mais des sujets de la gestion, c'est-à-dire que non seulement ils sont appelés à assurer la réalisation, précise et en temps opportun, des décisions prises à leur égard par les instances "supérieures", mais ils sont aussi le droit de prendre des décisions autonomes à propos de beaucoup de questions les plus importantes de leur activité.

La croissance de l'attention portée aux collectifs de travail, et la reconnaissance constitutionnelle de leur rôle croissant dans le mécanisme économique de notre pays, apparaissent comme un caractère particulier du stade actuel de développement du socialisme. A l'époque du socialisme développé, la nécessité se renforce et la possibilité se développe d'une plus complète utilisation des avantages du travail collectif, de la force socio-politique de centaines de milliers de collectifs de travail...

... Dans le cadre des collectifs de travail, on arrive à comprendre ce qu'est une organisation sociale définie, un ensemble de travailleurs, associés à un but productif commun, à des intérêts communs, à des motivations proches dans une activité commune et liés par un système complexe d'inter-relations économiques, technico-productives, idéologiques, morales et concernant la vie courante..."

Plus bas il est fait allusion :

- aux avantages économiques d'une réelle intégration (multiforme) des individus dans le collectif de travail, par comparaison avec les inconvénients de leur atomisation,

- au rôle "éducateur" et "mobilisateur" de "l'activité créatrice et du potentiel intellectuel", que joue le collectif,

- à "l'esprit de discipline conscient" que le collectif permet de créer,

- au caractère de "cellules fondamentales" des entreprises que sont les collectifs élémentaires de travail,

- à leur rôle de "régulation de toutes les relations de travail, d'émulation et d'entraide",

- à leur "part significative dans la satisfaction de beaucoup de besoins sociaux", notamment par "les relations de camaraderie", par l'apport aux individus d'une "considération et d'une reconnaissance sociale", et par leur "éducation morale",

- à leur aptitude, si certaines conditions sont réalisées (notamment un certain degré d'autonomie et de complexité du collectif) à développer des "relations socialistes de coopération fraternelle, l'entraide et le contrôle mutuel".

ANNEXE III

Quelques citations sur la signification des formes très concentrées et parcel-
lisées d'organisation du travail.

Certaines citations extraites des textes soviétiques sont significatives à cet égard. Par exemple :

1. - dans (19) p. 18 : "Il faut remarquer que les spécialistes et dirigeants de nombreuses institutions et entreprises agricoles, à partir d'une étude et d'une transposition en agriculture des méthodes industrielles, fixent en priorité leur attention sur les questions organisationnelles-techniques, alors que l'expérience de la solution des problèmes socio-économiques, et en partie l'expérience du renforcement du rôle des collectifs élémentaires de travail n'est utilisé qu'insuffisamment".

2. - dans (6) p. 106 : après avoir constaté que le fonctionnement de groupes d'agrégats mécaniques, pour une opération culturale donnée, se traduit par d'assez grandes pertes de temps (provoqués par les attentes mutuelles) l'auteur demande : "comment donc s'explique la large application du groupement des agrégats ? Dans la majorité des zones agricoles du pays, les dimensions relativement grandes des champs permettent un travail simultané de plusieurs agrégats. Mais les délais trop lents d'exécution des opérations contredisent les exigences (1) de la technologie moderne. Du point de vue des dépenses de temps des tractoristes, il serait plus rationnel de diviser les grands champs en lots individuels. Mais la procédure même d'un tel marquage des champs est exigeante en travail... C'est pourquoi les spécialistes et dirigeants des sous-divisions préfèrent économiser leur propre temps de travail et forment des groupes d'agrégats pour un travail collectif.

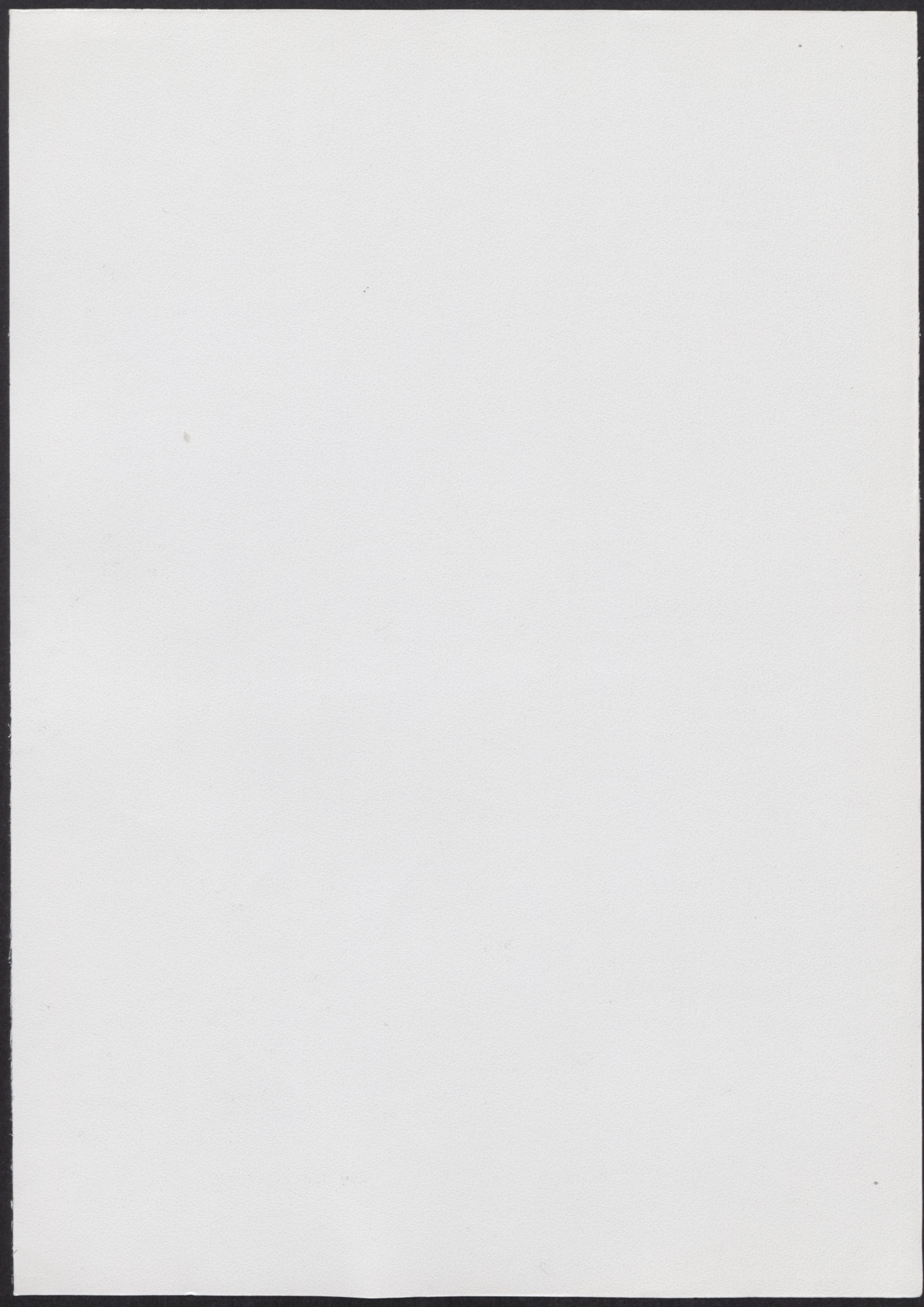
Autrement dit les groupes élémentaires de travail dans les processus simples de travail n'assurent guère une élévation significative de la productivité des agrégats. Avec leur organisation, on parvient à une certaine économie de travail auxiliaire et de direction et on assure une observation plus stricte des délais agronomiques de conduite du travail dans des champs de grandes dimensions ..."

Autrement dit l'essentiel de l'explication de cette concentration ne réside pas dans son avantage technologique (économies d'échelle) mais dans son avantage du point de vue de la facilité et de la rigueur du contrôle centralisé du travail, compte tenu de l'insuffisante auto-stimulation des travailleurs à la qualité : économie du travail de direction, garantie d'une exécution des opérations dans les délais agronomiques opportuns (même si chaque agrégat travaille plus lentement ; ce qui veut dire qu'il en faudra plus (!) par hectare que dans des lots individuels hypothétiques.)

(1) Sous entendu de plein emploi intensif du matériel et des conducteurs qualifiés.

3. - Dans (6) p. 112 ... "La création de détachements de labours est loin d'être toujours justifiée (économiquement)..."
p.114 ... "Pourtant les études scientifiques permettent d'aboutir à la conclusion que la "gigantomanie" dans cette question (les détachements temporaires inter-entreprises) est loin d'être toujours justifiée"...

Ceci indique clairement que les pratiques "gigantomaniaques" existent bel et bien couramment. On sait par ailleurs que, loin d'être essentiellement imputables à une sorte de préjugé idéologique obtus en faveur du "gros", elles rentrent très bien dans le cadre d'une logique de raffermissement du contrôle direct du travail.



ISBN 2-85340-412-9.